EXTRAIT DU CATALOGUE

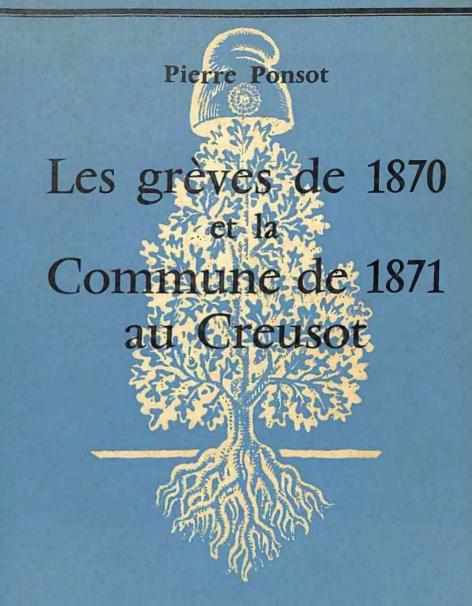


Alexander ABUSCH : L'Allemagne jugée par un	
Allemand	500 »
Albert AYACHE : Le Maroc	850 »
J. BERLIOZ-E. TERSEN: Vive la Commune!	100 »
Jean BRUHAT : Histoire du mouvement ouvrier	100
français : Tome I. Des origines à la révolte	
des Canuts	390 »
I. BRUHAT - R. CALAS - R. GARAUDY - V. MI-	11-71
CHAUT : Le Manifeste du Parti communiste et	
le mouvement ouvrier français	200 »
Jean CHESNEAUX : Contribution à l'histoire de la	
nation vietnamienne	580 »
Jean DAUTRY : 1848 et la II ^e République	900 »
Dominique DESANTI : Visages de femmes (Louise	
Michel, Rosa Luxembourg, Nadejda Kroup-	
skaïa, Ethel Rosenberg)	480 »
R. Palme DUTT : L'Inde aujourd'hui et demain	750 »
Marcel EGRETAUD : Réalité de la nation algérienne	300 »
Jean FREVILLE: La Nuit finit à Tours (Naissance	
du P.C.F.)	180 »
- Une Grande figure de la Révo-	
lution russe: Inessa Armand	390 »
A. GRAMSCI: Lettres de la Prison	360 »
Jaurès et la paix	30 »
Jules Guesde et les grèves	20 »
Henri MOUGIN: Pierre Leroux	400 »
Gabriel PERI: Les Lendemains qui chantent	30 »
Georges POLITZER: Révolution et contre-révolution	
αu XX° siècle	120 »
Paul SEBAG : La Tunisie	360 »
Albert SOBOUL: La Révolution française (1789-1799)	500 »
— 1789, l'an I de la liberté	450 »
B. TCHAGUINE : Le Marxisme après la Commune	150 »
Claude WILLARD: La Fusillade de Fourmies	120 »
G. et Cl. WILLARD: Formation de la nation fran-	
çaise (du X' siècle au début du XIX° siècle)	500 »
Marcel WILLARD: La Défense accuse	450 »



EDITIONS SOCIALES

Pages d'histoire populaire



CREUSOT

1871

DE

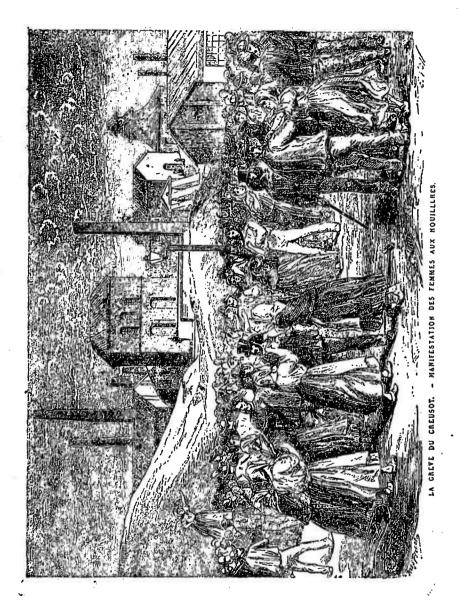
COMMUNE

1870

GREVES

PONSOT

PIERRE



PAGES D'HISTOIRE POPULAIRE

PIERRE PONSOT

LES GRÈVES DE 1870 ET LA COMMUNE DE 1871 AU CREUSOT

ÉDITIONS SOCIALES

95-97, boulevard de Sébastopol, PARIS

E Creusot, petite ville du département de Saône-et-Loire, arrondissement d'Autun, a son nom inscrit dans l'histoire de l'industrie française et dans l'histoire des luttes ouvrières. Sa renommée a été portée dans le monde entier sur les canons ou les ponts métalliques sortis de ses usines, quelquefois aussi par la nouvelle d'une flambée de révolte ouvrière; et le nom de Schneider est devenu en France le symbole du grand capitalisme industriel. C'est le récit de l'une de ces explosions que nous voulons apporter dans ces pages, celle de 1870-1871. Mais elle ne se comprendrait pas si nous ne résumions auparavant l'histoire conjointe de l'usine et de ses travailleurs, des sociétés patronales et des militants et organisations ouvrières jusqu'à la fin du Second Empire.

1

LE CREUSOT AVANT 1870

Le Creusot, c'est dès le début la grande industrie, concentrée, à l'avant-garde du progrès technique, alors que dominent encore dans la production industrielle l'artisanat et la petite industrie. Dès le xvre siècle, on extrait le charbon du sous-sol et, comme il y a du minerai de fer dans la région, de petites forges s'y installent, qui grandissent au xviiie siècle. En 1785, est mise en route la première grande usine, par une société patronnée par l'Etat, dont Louis XVI est le principal actionnaire; elle occupe 1 500 ouvriers et pratique la fonte au coke dans ses hauts

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous les pays. Copyright 1957, Editions sociales, Paris, fourneaux ¹. Elle produit armes et canons sous la Révolution et sous le Premier Empire. En 1818, la paix la met en faillite, et M. Chagot, fondateur de la puissante dynastie industrielle qui régnera bientôt à Montceau-les-Mines, la rachète avec la concession houillère. Les sociétés propriétaires se succèdent de crise en crise jusqu'en 1836, année qui marque un nouveau départ pour Le Creusot : les frères Schneider se rendent acquéreurs de toutes les installations, mines et usines, soit 281 hectares sur les 460 de la commune. C'est le début d'une prodigieuse fortune pour cette famille qui, de père en fils, n'a cessé de régner au Creusot jusqu'à nos jours, tout en créant un énorme monopole aux ramifications internationales.

D'où vient le succès étonnant de ces obscurs maîtres de forge lorrains, là où tant d'autres ont échoué? De leurs appuis d'abord, sans doute : leur cousin, le général Schneider, est député influent, ministre de la Guerre de Louis-Philippe en 1839-40 2; ils sont employés et protégés de la puissante banque Seillière; ils ont épousé—les affaires avant tout — les filles de deux grands manufacturiers : Neuflize, de Sedan, et Boignes, de Fourchambault. Des conditions favorables du moment, aussi, quand l'industrie française prend vers 1840 un essor qui culminera sous le Second Empire, exigeant toujours plus de fonte, de fer, de machines - conditions nouvelles qu'ils ont le mérite de comprendre dès leurs débuts. Ils abandonnent provisoirement les fabrications d'armement, sortent en 1838 la première locomotive française; un de leurs ingénieurs invente le marteau-pilon en 1841. En même temps ils inaugurent une politique de paternalisme « avancé » et de participation officielle et active aux affaires publiques, qui sera jusqu'à la fin du

xixe siècle une caractéristique essentielle de « l'esprit maison » : premiers logements ouvriers et caisse de secours vers 1838 d'une part, occupation des postes de maire, conseiller général et député d'autre part ; les maîtres du Creusot se croient ainsi, à l'abri de cette double digue, protégés contre la concurrence de leurs rivaux et contre toute révolte de la masse sans cesse grandissante d'ouvriers, tirés des campagnes voisines du Morvan par l'espoir d'une vie meilleure, dont l'exploitation capitaliste va assurer la fortune de la Société Schneider et Cie. De fait, cette domination s'est perpétuée en se renforçant jusqu'à nos jours, et les descendants d'Eugène Schneider (1805-1875) vivent encore du travail des arrière-petits-fils des paysans bourguignons prolétarisés vers le milieu du siècle dernier; mais le « système protecteur » mis au point s'est révélé impuissant à éviter des crises de plus en plus graves pendant lesquelles les ouvriers creusotins entrevoient l'espoir d'une libération sociale chaque fois plus certaine et plus proche. Trois grandes crises, trois grandes révoltes jalonnent l'histoire du mouvement ouvrier au Creusot au xixº siècle : 1848, 1870-71, 1900. Après chacune, l'exploitation s'est appesantie un peu plus, pour un temps.



1848 : la crise économique secoue la Société du Creusot, le régime de la monarchie de Louis-Philippe menace d'entraîner dans sa ruine le pouvoir politique de E. Schneider, les ouvriers revendiquent de meilleures conditions d'existence et leur participation au pouvoir, au Creusot comme à Paris! La jeune société industrielle « Schneider et Cie » va-t-elle connaître le sort de ses devancières?

E. Schneider se révèle un maître-tacticien des luttes sociales — il le montrera encore en 1870. Il comprend qu'il faut temporiser et jeter du lest, provisoirement. Sa municipalité, dirigée par le directeur de l'usine, se proclame donc républicaine et amie de la liberté conquise sur les

^{1.} Grande nouveauté pour cette époque où la fonte au bois dominait partout ailleurs en France.

^{2.} Et depuis la loi de 1810 sur les concessions de mines il est intéressant pour une société d'avoir des appuis gouvernementaux, pour bénéficier des concessions et avantages laissés à la discrétion du gouvernement.

barricades parisiennes, arbore le drapeau tricolore, plante un Arbre de la Liberté. Les ouvriers ouvrent un club, formulent leurs revendications, commencent un mouvement de grève. Le Gouvernement provisoire délègue aussitôt un Commissaire spécial de la République « pour concilier tous les intérêts et ramener le travail dans chaque atelier ». Dix délégués ouvriers négocient avec la Direction sous l'arbitrage du Commissaire, et le 17 mars une convention est signée, qui enregistre les concessions patronales : augmentation des salaires d'environ 15 %, mais aussi le désir de compromis des ouvriers, « voulant contribuer autant qu'il est en eux à l'affermissement de la République et au maintien du bon ordre » 1. Leur seconde grande revendication, la participation au pouvoir politique, aboutit également à un compromis : une nouvelle municipalité est nommée, comprenant trois ouvriers, dont le président du club, Victor Heitzmann, aux côtés des chefs de l'usine. Quand il faut élire un député à l'Assemblée constituante, en avril, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui vont offrir la candidature à l'ingénieur en chef Bourdon; celui-ci déclare que sa sollicitude ira aux questions sociales relatives aux travailleurs², et se place sous le drapeau de Lamartine; il est élu triomphalement. Ainsi, aux concessions tactiques et au libéralisme de commande de E. Schneider répond l'esprit « quarante-huitard » des ouvriers, idéalisme généreux et crédule dont la suite va montrer qu'il est loin d'être partagé, de son côté, par la Société patronale.

En effet, en juin, les difficultés commencent. Les dirigeants des ouvriers sont attaqués, malgré leur modération. La situation économique s'aggrave, le chômage partiel sévit. L'insurrection des ouvriers parisiens et leur massacre, pendant les journées de juin, surviennent après la rupture entre la classe ouvrière et la bourgeoisie républicaine et le début du

reflux de la vague révolutionnaire. E. Schneider juge le moment propice pour revenir sur ses concessions. La municipalité est reprise en main. Aux élèctions pour la présidence de la République le 10 décembre, Raspail, candidat socialiste, n'obtient que 15 voix dans le canton du Creusot (Montcenis), contre 3 352 à l'aspirant-dictateur Louis Napo-

léon Bonaparte.

E. Schneider s'occupe activement, en effet, de l'organisation en Saône-et-Loire du « Parti de l'Ordre », qui unit l'aristocratie et la grande bourgeoisie devant le « péril rouge ». Péril qui semble se réveiller dans le département où la liste démocrate-socialiste est élue en entier aux élections législatives du 13 mai 1849, avec notamment 73 % des voix au Creusot; et parmi les élus se trouve Heitzmann, le leader ouvrier du Creusot! Un ouvrier de M. Schneider siège à l'Assemblée! Audace vite punie d'ailleurs, car Heitzmann compromis dans une insurrection manquée en juin 1 doit fuir à l'étranger. La Société Schneider entreprend une campagne contre la convention de mars 1848, qui aurait été « imposée » par un « agent révolutionnaire » (le Commissaire du Gouvernement, émule de Louis Blanc et de sa Commission du Luxembourg²) et annonce une réduction des salaires à la mine. Les mineurs résistent en déclenchant la grève (6-16 mai 1850) qui amène pour la première fois l'occupation du Creusot par la troupe et des incidents sérieux; la répression brutale impressionne vivement les ouvriers dont les traditions de lutte des classes sont encore faibles et laissera des souvenirs durables.

2. « Commission du Gouvernement pour les travailleurs », formée après la Révolution de février 1848 et siégeant au Luxembourg, qui réalisa quelques réformes et arbitra les conflits du travail à Paris.

^{1.} Le Moniteur, 25 mars 1848 (texte de la convent on). 2. Ce qui ne l'empêchera pas de voter contre le « droit au travail ».

^{1.} La journée du 13 juin 1849, insurrection « montagnarde » dirigée par Ledru-Rollin, les insurgés comptaient sur l'appui des démocrates de Saone-et-Loire et en particulier du Creusot, qui ne bougea pas. Voir sur cette journée un texte inédit de Karl Marx dans la Pensée, nº 65, janvier 1956.

L'année 1851 va amener la fin de la crise et le retour de l'ordre « schneiderien ». E. Schneider se rallie ouvertement à Louis Bonaparte, qui le fait ministre du Commerce en janvier; c'est un symbole pour les ouvriers creusotins qui en 1848 se réjouissaient de voir un de leurs frères de classe - l'ouvrier Albert - au gouvernement. Le chômage régresse, le prix du pain baisse. Les ouvriers sont déçus par les chefs petit-bourgeois du parti montagnard (démocrates-socialistes). Ainsi s'explique l'inaction du Creusot au moment du coup d'Etat de Louis Bonaparte, en décembre, malgré la vigueur de la riposte républicaine en de nombreux points du département. Et c'est une énorme majorité de « oui » qui approuve Bonaparte, au Creusot, lors du plébiscite du 20 décembre. La République bourgeoise n'a rien changé au sort des travailleurs du Creusot malgré ses promesses : ils la laissent abattre avec indifférence, voire même avec un espoir confus dans le bonapartisme qui leur promet « l'extinction du paupérisme ». Encore une illusion qui se dissipera à leurs dépens !



Le Second Empire est l'époque des progrès gigantesques de l'usine du Creusot qui se hisse au premier rang en Europe continentale. Le système paternaliste qui doit empêcher pour toujours le retour des révoltes ouvrières, avec au besoin la protection du sabre bonapartiste, atteint sa perfection. Car Eugène Schneider joue à fond la carte « impériale », comme il avait joué la carte Louis-Philippe ; la République devient trop facilement « démocratique et sociale », l'Empire, c'est la paix... au Creusot! En fait, pendant dix-huit ans, l'Ordre règne dans les ateliers et dans la ville, tandis que les profits montent.

L'usine ne cesse de s'agrandir à partir de 1852. La guerre de Crimée (1854-56) réintroduit au Creusot les fabrications de guerre qui lui évitent de ressentir la crise économique en cours (machines pour vaisseaux de guerre et blindages).

Les profits ainsi réalisés permettent, avec les spéculations financières de M. Schneider 1, les transformations et modernisations nécessaires dans la période suivante pour résister à la concurrence anglaise; une nouvelle forge, moderne et colossale, est créée en 1861; la production de rails, locomotives, bateaux à vapeur, etc... s'intensifie. En 1867, nouvelle étape: la fabrication de l'acier apparaît au Creusot; la Société achète de nouvelles mines de fer et de charbon (Montchanin, La Machine) dans la région. Le nombre des ouvriers est passé de 1 700 en 1836 à 10 000 en 1869, le chiffre d'affaires de 10,3 millions en 1847 à 35 millions en 1865.

En même temps la ville croît rapidement, passant de 2 700 habitants en 1836 à près de 24 000 en 1866, se haussant ainsi au premier rang des villes de Saône-et-Loire. La natalité y est énorme (59 naissances par 1 000 habitants en 1863!) mais l'accroissement se fait surtout par l'immigration des jeunes paysans du Morvan et de toute la Haute-Bourgogne. Parallèlement s'est formée une petite bourgeoisie de commerçants, artisans, professions libérales, qui supporte de plus en plus mal sa subordination à la Société et la mainmise totale de celle-ci sur l'administration municipale. Son mécontentement va bientôt rejoindre celui des ouvriers, dont les conditions de vie n'ont cessé de se détériorer pendant que les profits patronaux grandissaient.

Le niveau de vie des ouvriers creusotins a baissé en effet de façon sensible de 1851 à 1869 : ils ont subi une paupérisation relative et absolue. C'est ce qui ressort d'une étude comparée de l'évolution des salaires, des prix et de la durée du travail. La baisse du salaire réel de 10 % environ n'est pas compensée par le progrès des « avantages sociaux », ces institutions patronales — caisse de prévoyance (alimentée par une retenue de 2,5 % sur les sa-

^{1.} Régent de la Banque de France, premier président du Conseil d'Administration de la « Société Générale » créée en 1864.

Les Grèves de 1870

laires), bureau de bienfaisance, logements ouvriers, etc... qui caractérisent le paternalisme modèle de la Société, et dont les maigres avantages pour une minorité sont contrebalancés par la dépendance absolue qu'ils imposent à l'ouvrier. Ainsi la consommation de viande et de vin par habitant est-elle moindre au Creusot qu'à Paris, les conscrits de la commune se distinguent par leur petite taille au conseil de révision, et l'âge moyen de la vie n'est que de 24 ans au lieu de 33 à Paris, vers 1867. C'est d'ailleurs très consciemment que les salaires sont calculés au plus juste, ni trop bas ni trop haut, comme l'explique A. P. Deseilligny, directeur de l'usine jusqu'en 1866 et gendre de E. Schneider :

> En France depuis trente ans des salaires plus élevés ont permis aux ouvriers de mieux se nourrir; dans beaucoup de professions il est arrivé que ce supplément de dépenses n'a pas été inutile (sic) et que l'homme fortifié par une nourriture substantielle a pu produire davantage... Mais s'il est utile... d'avoir des salaires suffisants, il est fort dangereux d'avoir des salaires exagérés. Or avec une population immorale, il faut payer finalement non pas seulement la dépense du nécessaire, mais celle du superflu. Le budget du vice vient s'ajouter à celui de la famille, et c'est presque toujours alors qu'arrivent, comme de tristes conséquences, les mécontentements, les réclamations et les grèves 1.

Autrement dit : enseignons la morale et payons au juste prix pour encourager la productivité tout en évitant les grèves!

Les conditions mêmes du travail à l'usine et à la mine ont empiré. L'ancien travail semi-artisanal, avec des heures de labeur « poreuses », coupé de repos, ou de séjours à la campagne pour les travaux agricoles, a fait place au travail industriel moderne (pour l'époque : on fait encore mieux de nos jours!). Un enquêteur plein de partialité en faveur de Schneider nous décrit ainsi le travail des puddleurs:

> Cet ouvrier dont on exige tant d'habileté et de sang-froid, est placé à la bouche d'un four, l'œil fixé sur une sole enflammée d'où s'exhale une chaleur de 1 500°, celle du blanc soudant. Qu'il éprouve un moment de vertige, que son regard se trouble à suivre le métal en fusion et il en résultera un dommage dont il aura à supporter sa part s'il travaille à la tâche. Cette tâche il ne la remplit pourtant qu'inondé de sueur et dévoré d'une soif ardente, et, ce qui est plus triste à dire, en abrégeant la durée de sa vie. L'ouvrier en a la conscience et il persiste : l'industrie est pleine de ces héroïsmes obscurs 1.

Quant aux mineurs, c'est pire encore, d'après le tableau que nous trace J.-B. Dumay du travail dans les mines de fer de Mazenay, près du Creusot, appartenant à la Société :

> Les galeries ont de 7 à 8 m. de large sur 50 à 60 cm. de haut. Deux mineurs côte à côte dans cet enfer travaillent couchés chacun sur un côté opposé, pour ne point se gêner mutuellement. On imagine facilement qu'une pareille situation pendant 10 heures par jour, souvent 12, est un véritable supplice... surtout lorsqu'il y a, comme

^{1.} A.-P. Deseilliony: De l'influence de l'éducation sur la moralité et le bien-être des classes laborieuses, pp. 244 et 268, Hachette, Paris, 1869 (Couronné par l'Académie française). Souligné par nous.

^{1.} L. REYBAUD: Rapport sur la condition des ouvriers en fer: Le Creusot, p. 23, Paris, 1867.

c'est souvent le cas, 2 ou 3 cm. d'eau. Ce travail est d'autant plus meurtrier qu'en raison de l'humidité qui règne dans la galerie, les ouvriers ne peuvent se reposer quelques minutes sans ressentir des frissons, il faut recommencer de frapper plus fort pour s'échauffer... les déblayeurs sont aussi obligés de se mouvoir dans toutes les positions pour charger leurs petits wagonnets 1.

Ainsi se forme parallèlement aux transformations de l'industrie un prolétariat nouveau, lié corps et âme à l'usine géante qui l'exploite, mais qui ne va pas tarder à prendre conscience de sa force.

Un revirement dans les sentiments politiques des ouvriers s'opère en effet vers 1858, année de crise où se font entendre les premiers grondements : des affiches manuscrites malhabiles menaçant les dirigeants de la Société et signées « Un bon républicain ». Le régime bonapartiste ne fait plus illusion désormais, d'autant plus qu'il se confond avec le régime « schneiderien » du Creusot : Napoléon III nomme en 1867 Eugène Schneider président du Corps législatif. Si aux élections législatives de 1863 E. Schneider, candidat officiel du gouvernement, et unique, recueille encore 3 706 voix sur... 3 707 2, il n'en va pas de même en 1869. Un petit groupe de jeunes ouvriers et de petits commerçants et artisans, qui prend bientôt le nom de « Cercle d'études sociales », fait depuis 1868 une active propagande républicaine et antischneiderienne, animée par un tourneur de 27 ans, Jean-Baptiste Dumay 3. Il soutient aux élections législatives de 1869 contre E. Schneider un candidat bourgeois mais libéral d'opposition, et celui-ci obtient près de 800 voix au Creusot. E. Schneider marque l'importance de ce vote en renvoyant, dans les deux mois qui suivent, 200 ouvriers suspectés d'avoir voté contre lui, mais le mécontentement n'en est que plus vif, rejoignant celui de la petite bourgeoisie qui réclame une certaine autonomie économique et la gestion des affaires municipales. Un petit journal local qui fait de l'opposition antischneiderienne et antibonapartiste sous une forme satirique, Le Sifflet, décrit ainsi la situation du Creusot en 1869:

Le Creusot est un petit empire, une petite Russie. Il est gouverné sans contrôle par un czar... c'est à qui s'ingéniera à lui être agréable, c'est à qui lui dira qu'il est grand, qu'il est bon, qu'il est aimé. A les entendre Le Creusot serait un pays de cocagne, un paradis, où des élus chantent sans fin les louanges d'un père adoré, d'un maître vénéré, presque d'un dieu. Si quelque malappris s'avise de ne pas prendre part à ce concert sublime, vite il est signalé, conspué; si ce n'est pas le diable en personne, c'est un de ses suppôts, un parent des mauvais anges 1.

Le mécontentement n'allait pas tarder à se muer en révolte, dès que les conditions seraient favorables 2.

^{1.} J.-B. Dumay: Un fief capitaliste, Le Creusot, p. 12, Paris, 1882. 2 On compte toutefois 20 % d'abstentions.

^{3.} Exilé après la Commune à Genève jusqu'en 1871, il revient militer au Creusot de 1879 à 1882, puis à Paris dans le parti possibiliste. Il sera député de Belleville de 1889 à 1893. Parti d'un état d'esprit de révolté anarchisant, il évolue vers le socialisme au cours des années 1870-1871, sous l'influence de Benoît Malon, mais sans jamais se rattacher à un courant idéologique précis.

^{1.} Le Grelot-Le Sifflet (les deux journaux se sont fondus après l'interdiction du second). Dijon, 18 décembre 1860.

^{2.} Il faut, bien entendu, — ce qui n'était pas notre objet ici, — replacer les luttes qui vont suivre dans le cadre des conditions nationales. Les ouvriers du Creusot en 1870 n'ont presque pas de traditions de lutte, car leur origine ouvrière est encore toute récente et ils vivent à l'écart du mouvement ouvrier national. Cependant ils vont bénéficier de tous les progrès de ce mouvement, et notamment de l'obtention du droit de grève en 1864.

La crise révolutionnaire qui s'ouvre en 1870 et se continue en 1871 rappelle, pour les vieux ouvriers du Creusot, celle de 1848-1851. L'évolution qui s'est produite entre temps, dans le domaine de la concentration ouvrière comme dans la conscience des ouvriers, va lui donner une ampleur et un caractère nouveaux. Crise politique qui va jeter bas l'Empire, crise économique qui encore une fois menace la Société du Creusot, crise sociale qui verra la première tentative sérieuse des prolétaires pour « briser leurs chaînes », c'est bien d'une révolution qu'il s'agit. Pendant dix-huit mois, les ouvriers du Creusot, sortis de leur torpeur, vont être parmi les acteurs d'une gigantesque lutte, à l'avantscène de l'histoire nationale.

Les Grèves de 1870

LES GRANDES GRÈVES DE JANVIER ET MARS 1870

Le mécontentement accumulé sous le calme apparent des années du Second Empire éclate comme un coup de foudre : les ouvriers de M. Schneider en grève ! Les hautes fonctions politiques de E. Schneider, l'importance de l'usine, la plus grande de France et d'Europe continentale avec ses 10 000 ouvriers, donnent d'emblée à cet événement une portée nationale. Comment les ouvriers ont-ils eu cette audace, quelles en seront les conséquences?

LA GREVE DES METALLURGISTES

En décembre 1869 une question qui avait déjà opposé les ouvriers et la Direction est reposée : celle de la Caisse

de secours. Les ouvriers en réclament la gérance par euxmêmes. Prenant les devants, soit pour préserver Le Creusot de la vague de grèves qui déferle en France, soit pour prouver à ses détracteurs que la grande famille ouvrière du Creusot ne fait qu'un derrière son chef, E. Schneider organise au début de janvier 1870 un référendum sur cette question. A sa grande surprise, environ 50 % des ouvriers s'abstiennent, mais une forte majorité se déclare pour la gestion ouvrière de la caisse; parmi les abstentionnistes, une grande partie avait voulu marquer que cette gestion n'était pas un cadeau, mais un droit. Le Groupe d'études .. sociales intervient alors pour chercher des dirigeants capables de gérer la caisse. Dumay étant gravement malade, il choisit un ajusteur, non militant et inconnu, ancien soldat de Garibaldi en Italie, que le hasard d'un Tour de France ouvrier a amené au Creusot en 1868, Adolphe Assi. Le 17 janvier les divers ateliers élisent des délégués et ceuxci nomment Assi président d'un Comité provisoire chargé de gérer la caisse.

19

Le 19, Assi et ses deux assesseurs sont renvoyés. En une heure, la nouvelle connue, tous les ateliers cessent le travail. Le Comité provisoire présente aussitôt ses revendications à la Direction:

- remise de la gestion de la Caisse;
- annulation des renvois ;
- renvoi d'un chef de service (particulièrement haï). Henri Schneider (fils) répond que « la Société ne peut délibérer en face d'une grève ». Le lendemain Eugène Schneider revient précipitamment de Paris, reçoit les délégués, répond à leurs demandes par un discours menaçant :

Il ne voulait pas qu'on lui dictât des lois; il n'en avait jamais subies, et il était trop vieux pour commencer; en ce moment, sous l'influence de la pression, il ne pouvait pas délibérer avec nous, il n'avait rien à discuter, que quand les ouvriers auraient repris leurs travaux; il ne verralt ce

qu'il aurait à faire que quand il le jugerait nécessaire et ferait rouvrir les portes de l'usine, qu'alors il serait en force et que ceux qui empêcheraient les ouvriers de reprendre leurs travaux seraient jugés avec une grande sévérité, ceux-là seraient responsables de tout ce qui pourrait arriver; nous devions avoir sur la conscience les quatre cadavres des gens ensevelis sous le charbon... 1 cette cessa-" tion de travail devait être préméditée depuis longtemps... si cela faisait plaisir aux ouvriers ils pourraient casser quelques machines : il ne leur en voudrait pas davantage pour cela; il était libre d'employer qui il voudrait dans ses ateliers ou usines, et à la reprise des travaux un premier triage serait fait parmi les ouvriers; si ce n'étaient les femmes, les enfants, à qui l'abstention du travail prend 40 000 frs par jour, il lui serait égal de fermer les portes de l'usine pendant un mois; que si les ouvriers le voulaient, il était tout disposé à le faire; il aimerait mieux voir éteindre tous les hauts-fourneaux que de céder à la pression et son parti était pris pour les pertes de l'administration ².

C'est le lock-out général. Le 21 le gouvernement envoie trois mille hommes de troupes, à la demande d'E. Schneider. Le préfet fait des proclamations menaçantes. Ces précautions prises, E. Schneider fait afficher un appel à la reprise du travail :

Demain samedi... le travail reprendra dans tous

2. Lettre du Comité aux députés de Saône-et-Loire. La Marseillaise, 24 janvier 1870.

les ateliers. Trompés d'abord par quelques meneurs généralement étrangers au Creusot ou surpris par des bandes égarées, les ouvriers en rentrant immé diatement prouveront le bon sens de la population. Des forces suffisantes protégeront au besoin la liberté du travail ¹.

Le 22 janvier, 123 ouvriers seulement ont repris le travail, et la direction doit employer des gamins pour faire du bruit et de la fumée afin de simuler une reprise importante. Tous les grands journaux de Paris ont maintenant leur reporter au Creusot; La Marseillaise, journal de Rochefort et des sections parisiennes de l'Internationale, ouvre une souscription pour les grévistes, tandis que le Figaro les accuse d'être soudoyés. Pendant que le général commandant la troupe et tout l'état-major sont reçus et logés au château de la Verrerie, demeure de M. Schneider, la troupe commence à fraterniser avec les grévistes : quatre cavaliers sont arrêtés pour avoir déclaré que « la cause des ouvriers était juste », des sous-officiers sont cassés. Les ouvriers ont élargi leur organisation en nommant cent cinquante délégués.

Mais la misère s'installe dans les foyers sans réserves ni économies, en ce dur hiver, et l'annonce de poursuites judiciaires jette la panique, tant ces ouvriers peu habitués encore à la lutte redoutent la justice de classe (plus que l'armée, car les soldats sont du peuple : il n'y a pas encore de troupes spécialisées dans la répression des mouvements populaires). Un courant irrésistible se dessine pour la reprise. Le 23 Arthur Arnould, dans La Marseillaise, laisse prévoir la défaite prochaine.

...Allons, meurt-de-faim du Creusot, machines humaines qui vous usez dans la mine ou au feu

^{1.} La veille, un éboulement dans une mine de charbon découverte abandonnée où la population venait ramasser du charbon, avait fait quatre morts et plusieurs blessés.

^{1.} La Marseillaise, 25 janvier.

de la forge — inclinez-vous devant la volonté, et tremblez devant la colère du très haut et très puissant seigneur Schneider, prince du million, donc du capital, baron des gros sous, président du Corps législatif, et laquais de l'empereur.

Le 24 janvier en effet, aussi brusquement qu'elle avait éclaté, la grève se termine, malgré un suprême effort du Comité ouvrier qui avait essayé de relancer le mouvement en précisant les revendications :

- abolition du marchandage 1;

- élévation des salaires;

- gérance de la Caisse de secours;

- création d'une Caisse de retraite,

et en réclamant un « Conseil de garantie des droits des travailleurs ». Le lendemain E. Schneider, victorieux, inspecte ses ateliers avec tout l'état-major de l'armée et de l'administration, et le journal Le Parlement commente : « Ah! s'il entrait dans la pensée du gouvernement de faire de M. Schneider un maréchal de France, la chose serait aujourd'hui conforme au règlement : M. Schneider a commandé en chef un corps expéditionnaire en face de l'ennemi! ». Chaque jour, à la reprise du travail à midi, un bataillon fait le tour de l'usine, tambours et clairons en tête. E. Schneider ne sait pas qu'il n'a gagné qu'une première manche...

L' « ordre » d'avant la grève ne se réinstalle pas, en effet, constate la Société. Le 26 janvier, au Corps législatif, le gouvernement impérial est interpellé sur l'envoi des troupes au Creusot par Gambetta et Esquiros, députés de l'opposition, à la demande de la section de l'Internationale de Marseille; Gambetta accuse le gouvernement d'avoir

« mis les baïonnettes du côté des patrons »; le ministre de l'Intérieur répond que les troupes ont été envoyées pour défendre « l'ordre, la propriété, la liberté du travail, je respect de la loi » 1.

Le 27 paraît dans La Marseillaise un retentissant manifeste des sections parisiennes de l'Internationale, qui situe la grève dans la lutte de classe en développement dans

toute la France:

... Nous ne saurions trop protester contre la prétention bien singulière de ces gens qui non contents de détenir toutes les forces économiques, veulent encore disposer, et disposent effectivement, de toutes les forces sociales (armée, police, tribunaux, etc...) pour le maintien de leurs iniques privilèges... En présence de ce fait, ordinaire du reste, dans notre état d'oppression politique et d'anarchie industrielle, dans cet état qui livre à la misère ceux-là même qui ont produit l'immense accumulation de capitaux suffisants pour créer le bien-être physique et moral, si une juste répartition des produits existait, nous avons cru devoir élever la voix. Après avoir une fois de plus constaté l'iniquité de notre régime économique et ses déplorables résultats, nous venons féliciter nos frères du Creusot de leur calme revendication et de la dignité de leur attitude.

E. Schneider renvoie une soixantaine d'ouvriers considérés comme meneurs. Assi élabore un projet de Forge coopérative pour les employer et... concurrencer l'usine l'projet qu'il va présenter à Paris aux Internationalistes dont il attend l'appui. Rentré au Creusot, il diffuse largement La Marseillaise parmi les ouvriers, fait figure de chef pour

^{1.} Pratique courante à l'époque, qui consistait à donner un travail à un sous-entrepreneur qui embauchait ses ouvriers en retenant une commission sur leurs salaires.

^{1.} Compte rendu analytique des débats, pp. 49-61.

tous les ouvriers de la région industrielle de Saône-et-Loire. Au début de mars, Eugène Varlin, le grand militant de l'Internationale à Paris, futur chef communard et glorieuse victime des Versaillais, passe au Creusot et y jette les bases d'une section de l'Internationale. L'agitation n'a pas cessé chez les ouvriers, et le journal d'opposition dijonnais-creusotin Le Grelot-Le Sifflet prévoit un nouveau mouvement, le 19 mars :

Le Creusot va bien, on en fera quelque chose... Le terrain est bien préparé, la semence est bonne, il ne faut plus qu'un bon coup de soleil, et gare les fruits!

LA GREVE DES MINEURS

Les fruits sont mûrs dès le 21 mars : les 1 500 mineurs se mettent en grève. Ils avaient suivi le mouvement de janvier sans jouer un rôle de premier plan, mais avaient protesté contre la reprise du travail sans que leurs revendications particulières aient été présentées. Ce manque d'union et de coordination entre métallurgistes et mineurs constitue la faiblesse principale du mouvement, et la Direction en profite. La grève est motivée par une baisse des salaires à la mine : les ateliers ne sont pas concernés. Aussi quand les mineurs viennent essayer de faire débrayer l'usine, le 22, les métallurgistes laissent passivement le service d'ordre et les employés repousser l'assaut, violent, contre les portes barricadées. Le 23, E. Schneider revient de Paris, suivi de trois régiments, avec deux généraux. Les grévistes les mettent aussitôt à l'épreuve : ils se rendent en cortège à Montchanin, localité minière voisine, où ils font arrêter le travail dans les puits appartenant à la Société Schneider; la troupe lancée à leur poursuite les rejoint, une chasse à l'homme a lieu dans les bois. Quatorze grévistes sont arrêtés. Le 24, un Comité de Grève est forme, qui formule les revendications; les arrestations, qui continuent, le décapitent; un second le remplace aussitôt, composé de mineurs inconnus la veille encore. La Marseillaise envoie comme reporter un ouvrier teinturier de Puteaux, jeune militant de l'Internationale, Benoît Malon, qui va prendre la direction effective de la grève.

Le rer avril, le Comité de grève envoie à la Direction

et à la presse une « Déclaration de la grève » :

Les soussignés, délégués mineurs, formant le comité gréviste, déclarent au nom de leur corporation être en grève. Ils demandent une augmentation de salaire et une diminution d'heures de travail, ainsi qu'il suit, savoir :

1° la journée des mineurs, de 8 heures : 5 frs ; 2° que le chargement des berlines ou wagon-

nets ne soit plus fait par eux;

3° que pour tout ouvrier travaillant dans des travaux où il tombe de l'eau, la journée ne puisse excéder au maximum 5 heures : 5 frs;

4° que le travail de la journée en réparation des puits ne soit que de 4 heures au maximum : 5 frs;

5° la journée des manœuvres de 8 heures : 3 frs 75 ;

6º la journée des enfants commençant à travailler de 8 heures : 2 frs 25;

7° que tous les ouvriers attachés au service de la mine reçoivent mensuellement une chauffe de charbon..., que le refus puisse en être fait, si elle n'est pas convenable;

8º lorsqu'un ouvrier fatigué se repose quelques jours, qu'il ne soit pas obligé de se munir d'un billet du docteur pour la reprise de son travail;

9° qu'à l'ouvrier, ayant repris son travail, qui se trouvera mis à pied par l'un des chefs de poste ou autre, faute de pouvoir lui procurer de l'ou-

yrage, il soit alloué la moitié de sa journée actuelle, en cas que le tort ne vienne pas de l'ouvrier:

10° Nous demandons en outre que tous les ouvriers incarcérés jusqu'à ce jour pour les motifs de la grève, soient mis en liberté tout de suite, et qu'aucun d'eux ne puisse être renvoyé de la mine sans le consentement de la commission, prise parmi les ouvriers, et que nous formerons à la majorité de tous. Le devoir de cette commission sera d'inspecter attentivement, points par points, tous les griefs des patrons contre les travailleurs. Après une délibération de la chambre ci-dessus. l'ouyrier sera maintenu ou renvoyé. sans aucun motif de réclamation;

11º La gérance de la caisse de secours par les ouvriers eux-mêmes 1.

Le lendemain E. Schneider consent à recevoir les délégués pour leur faire connaître son refus à toures les revendications :

> Les salaires, dit-il, ont doublé au Creusot depuis 30 ans, et ils sont plus élevés que partout ailleurs; les responsables de la grève sont Assi et La Marseillaise; si les délégués ne veulent pas voir le Creusot à feu et à sang, qu'ils usent de leur influence pour faire reprendre le travail.

Les délégués maintiennent leurs revendications;

Les ouvriers du temps passé vivaient bien sans manger de la viande, et je ne puis vous en pro-

curer tous les jours malgré ma bonne volonté, répond E. Schneider.

« M. Schneider a été admirable de bonté et de fermeté; les membres de la députation se sont retirés touchés, émus, et je l'espère convaincus », écrit sans sourciller le Procureur général au ministre 1. En fait ce refus brutal ne fait que renforcer la combativité des grévistes, soutenus par l'action énergique des femmes du Creusot, et par la solidarité de la classe ouvrière. Les femmes des mineurs sont au cœur de la lutte; apprenant que quelques journaliers travaillaient au dépôt de charbon, elles s'y rendent en masse pour les inciter à cesser le travail; les gendarmes veulent les disperser, brutalisent et arrêtent l'une d'elles qui les narguait : elles remplissent aussitôt leurs tabliers de pierres, délivrent la prisonnière, veulent punir « l'assommeur »; le lendemain, elles vont conspuer près des puits quelques mineurs qui descendent, des vieillards surtout : les gendarmes arrêtent trois femmes, les autres vont déposer leurs enfants aux pieds des gendarmes en criant : « Arrêtez-nous et nourrissez-les », puis se rendent au départ du train qui doit emmener les prisonnières à Autun, se massent sur la voie devant la locomotive et obtiennent la libération de leurs camarades. Les grévistes tiennent grâce aux souscriptions qui arrivent de toute la France, où beaucoup d'ouvriers se sont engagés à verser une partie de leur salaire chaque semaine (ceux de Limoges, Genève, les typographes de Paris, etc...), et de toutes les sections de l'Internationale, françaises, belges, russes... Celles de Paris lancent le 6 avril dans La Marseillaise un second manifeste:

> ...Travailleurs de tous les pays, tendons une main fraternelle aux mineurs du Creusot qui

^{1.} La Marseillaise, 6 ayril.

^{1.} Archives nationales, F 1, C III-13, Saône-et-Loire.

luttent avec tant de courage et d'abnégation pour notre cause à tous : l'affranchissement du travail! Et vous, frères, ne faiblissez pas, ne redoutez aucune résistance étrangère, le travail n'a plus de frontières : les travailleurs du monde entier sont avec yous!

Les Grèves de 1870

Ces accents d'internationalisme prolétarien sont repris vigoureusement par les femmes ouvrières de Lyon dont une vibrante « Adresse aux femmes du Creusot » vaudra à La Marseillaise dès sa publication le 13 avril, des poursuites judiciaires pour « attaque au principe de la propriété et atteinte au moral de l'armée » :

Citovennes,

Votre attitude ferme et énergique en face des insolentes provocations de la féodalité du jour est vivement appréciée par les travailleurs de tous les pays et nous, nous éprouvons le besoin de vous adresser nos félicitations.

Ne faiblissez pas, citoyennes, montrez à cette aristocratie impudente et rapace que les exploités d'aujourd'hui unis et solidaires ne se laisseront plus intimider par ses odieux procédés; on peut encore aujourd'hui, les affamer, les emprisonner, mais non pas les dompter car ils savent que la dernière victoire leur appartient.

Ce jour-là, les oppresseurs de toutes races auront accumulé tant de griefs, soulevé tant d'indignation que sans être prophète, on peut prévoir une éclatante revanche.

Et cependant nos gouvernants pouvaient parer à ces éventualités en acceptant les réformes sociales et économiques à mesure qu'elles s'imposaient. Mais non! pour régler les différends entre les exploiteurs et les exploités, entre les parasites

et les producteurs, l'Empire n'a rien trouvé de mieux que le chassepot qu'il vient de mettre à la disposition de la classe des capitalistes, sa complice et son alliée, et celle-ci derrière un rempart de 800 000 poitrines de soldats jette insolemment le défi au monde travailleur!

Eh bien le défi est relevé, la guerre est désormais déclarée et elle ne cessera que le jour où le prolétariat sera vainqueur, où les mineurs pourront dire : à nous les mines ! les cultivateurs : à nous la terre, et les ouvriers de tous les métiers : à nous l'atelier!

Vous le voyez, amies, cette lutte que vous soutenez si vaillamment n'est que la première phase d'une révolution économique et sociale gigantesque dont l'histoire n'offre aucun exemple car sa devise est : « plus d'exploiteurs, rien que des travailleurs | »

Permettez-nous un conseil, citoyennes, vous êtes énergiques, n'oubliez pas que vous êtes filles du peuple, mères de famille. Parlez le langage de la vérité aux soldats qui vous entourent, victimes du malheur, courbés comme vous sous le joug du despotisme. Dites à ces malheureux enfants du peuple que les hommes qu'ils ont l'ordre de poursuivre ne sont pas, comme on le leur fait entendre, des fauteurs de troubles suspects soudoyés par un parti politique quelconque, mais bien vos pères, vos frères, vos époux, vos amis, d'honnêtes citoyens, leurs frères dans l'ordre social et n'ayant commis d'autres crimes que celui de revendiquer le droit le plus sacré de l'homme, celui de vivre en travaillant. De telles paroles, soyez en certaines, les impressionneront, les feront réfléchir sur le triste rôle qu'on leur impose vis-à-vis de vous, et si vous parvenez à gagner à la cause des opprimés qui est la leur les 5 000 soldats campés au Creusot, vous aurez bien mérité du prolétariat.

Et maintenant, citoyennes, en attendant le triomphe de la cause des travailleurs nous vous serrons fraternellement les mains et vous crions : Courage et espoir !

Cependant la pression patronale et gouvernementale s'accentue; le Comité de bienfaisance, contrôlé par la Société, appelle les ménagères à venir chercher des bons de pain et de lard, signés de M. le curé, mais on leur demande en échange de persuader leurs maris de reprendre le travail; on donne aux élèves des écoles comme sujet de rédaction : « La grève : qu'en dit-on à la maison? »; Assi est recherché par la police et doit se cacher; mais le coup décisif va être frappé par la justice. Le 7 avril s'ouvre à Autun le procès de 25 grévistes devant le tribunal correctionnel; le procureur prononce un réquisitoire théâtral qui nous livre toute nue et presque caricaturale la pensée de la haute bourgeoisie de l'époque sur la classe ouvrière :

Les événements du Creusot sont acquis à l'histoire dont ils rempliront une des plus sombres pages... Une administration modèle a tenu à honneur à porter le taux des salaires à sa plus haute expression... Il n'y a pas lutte entre le capital et le travail, ce sont seulement des ouvriers qui luttent entre eux pour désorganiser le travail qui répand des fluts d'or dans le pays... En Angleterre il y a des grèves mais pas de violence, car le dernier des ouvriers anglais sait ce que nos ouvriers ignorent : que le salaire ne résulte pas du libre accord des volontés, mais de la nécessité économique... Vous avez été ingrats envers cette admirable administration qui a fait du Creusot un lieu de bien-être, une école de science et de moralité... Quand on pense à ces violences au Creusot en pleine liberté, on se demande s'il ne vaudrait pas

mieux se remettre entre les mains de la force... La Société est menacée 1!

Le Procureur général renchérira encore quelque temps après, au cours du procès en appel à Dijon :

> Mº Frémond (l'avocat des accusés) a parlé de féodalité, et d'oppression du travail par le capital, d'exploitation de l'homme par l'homme : ce sont là des vieilleries, qui aujourd'hui sont tout simplement de l'anachronisme... Si le travail était opprimé hier, il ne l'est plus aujourd'hui (depuis la loi de 1864 sur les coalitions)... Le Creusot est le centre ouvrier le plus heureux. Les salaires y sont plus élevés qu'à Epinac, Montceau et Saint-Etienne. La défense le nie et m'oppose des statistiques : j'ai mieux qu'elles, j'ai la parole de l'honorable M. Schneider et je m'y tiens! (murmures dans l'auditoire)... La grève est due au parti républicain... Ce n'est pas une grève de la population, mais de ces mauvais ouvriers, bataillon sacré de l'émeute, qu'on trouve dans tous les grands centres. Accusés, je vous le dis, vous ne représentez pas sur ces bancs la classe ouvrière que nous aimons, vous n'êtes pas les enfants du travail, vous avez semé le désordre, vous êtes les instruments de l'émeute, vous avez attaqué la propriété, vous êtes les soldats de la Révolution !... Pas de pitié pour ces oppresseurs...

Mº Boysset: On vous a demandé la vengeance 2!

Le verdict est féroce, exprimant la peur de la bourgeoisie

2. La Gazefte des tribunaux, 29 avril.

i. La Marseillaise, 13 avril. Compte rendu d'audience de Benoît Malon.

devant les ouvriers dressés pour défendre leur pain, et la parfaite soumission de la justice impériale aux volontés de M. Schneider, maître de forges : 298 mois de prison, dont une condamnation à 3 ans, 4 à 2 ans, 4 à 18 mois. L'effet est terrifiant.

Les condamnés seuls restent impassibles, raconte Benoît Malon; tout le monde se regarde; bientôt les femmes, les mères de famille éclatent en sanglots, demandant à grands cris qui nourrira leurs enfants... le public sort indigné; les femmes, elles, avec l'énergie du désespoir, refusent de sortir et poussent des cris plus déchirants que jamais...

Au Creusot, la nouvelle connue, « stupeur dans la ville, toutes les figures sont consternées, comme si un grand fléau ravageait la contrée... ». Dans l'éditorial de *La Marseillaise*, du 11 avril, Arthur Arnould dénonce à propos de ce jugement l'exploitation capitaliste et l'hypocrisie des lois :

Quand la loi par une fiction dérisoire déclare l'ouvrier libre, quand elle le dit votre égal (capitalistes) elle ment : la réalité en fait un esclave. Le besoin de manger vous le livre pieds et poings liés, et n'ayant jamais d'avances, il n'a jamais la possibilité de discuter avec vous...

Le but recherché est atteint : « Le jugement d'Autun a été salutaire (sic) : il a effrayé et vaincu l'insurrection », dira tout crûment le Procureur général au procès en appel. Le mouvement de reprise du travail s'accentue de jour en jour, tandis que quelques mineurs vont s'embaucher à Saint-Etienne ou reprennent leur ancien métier de cultivateur. Le 15 avril, le Comité décide officiellement la fin de la grève, communiquée aux ouvriers par une affiche :

Après 23 jours d'une lutte inégale, nous sommes vaincus. Nous vous invitons donc à retourner dans les puits. N'augmentez pas, par une plus longue absence du travail, la misère qui va résulter des condamnations prononcées et des nombreux renvois qui nous attendent... ¹

Mais dans une déclaration « à toute la démocratie » le Comité indique que les grévistes, loin d'être démoralisés, ont confiance en l'avenir :

> Notre cause a soulevé des sympathies universelles; nous en sommes fiers et le cas échéant nous saurons nous aussi pratiquer la fraternité ouvrière. En attendant, nous proclamons hautement notre adhésion à la grande Association Internationale des Travailleurs, cette sublime francmaçonnerie de tous les prolétaires du monde, cet espoir de l'avenir d'égalité.

> A tous les démocrates qui nous sont fraternellement venus en aide, merci.



Une centaine de renvois augmente encore la misère ouvrière, cause principale de la grève, que les journaux proschneidériens ont imputée aux républicains ou... aux Anglais! (qui auraient voulu ruiner un redoutable concurrent) — ou encore aux éternels « meneurs ». En fait, la grève a confirmé ce que nous savions de la dure condition de vie des ouvriers à la fin de l'Empire, aux yeux des journalistes de toute la France, et de l'opinion publique. « Quand on ne peut manger de la viande, on mange des légumes, et à défaut de légumes de la soupe », déclarait

^{1.} La Marseillaise, 18 avril.

avant la grève un chef de service aux ouvriers 1. « La vérité, c'est que la misère règne au Creusot », écrivait au journal bonapartiste Le Parlement son envoyé spécial, économiste distingué et nullement révolutionnaire, décrivant « les enfants haves et nus qui mendient dans les cafés... les cabarets noirâtres où habitent les familles ouvrières ». Celles-ci doivent 140.000 francs-or aux boulangers (soit le prix d'environ 400.000 kilos de pain). Protestant contre la diminution des salaires, les mineurs déclarent :

Déjà dans les conditions où nous étions nous avions beaucoup de mal à vivre, et nous étions obligés le dimanche et tous les jours après avoir fait nos douze heures de travail, de cultiver les champs que l'administration nous loue ².

Benoît Malon qualifie le travail à la mine de « lent assassinat » et dans un poème sur la grève ³ fait dire à un mineur, d'après la déposition d'un condamné devant le tribunal d'Autun :

Dire que de tant d'efforts dont nous sommes
[prodigues]
De si constants dangers, suivant tant de fatigues,
Nous sont trop peu payés pour qu'en ce sou[terrain
Avec nous pût descendre un bon verre de vin'!

Comestibles, loyers, fatigues, tout augmente;
Seul le salaire reste à son taux décevant
La vie est difficile encore plus qu'avant.

La femme a beau compter, beau priver le ménage, On doit au boulanger chaque jour davantage. l'espère que nos fils auront des jours meilleurs.

Si les grèves ont pratiquement échoué sur le plan des revendications, elles n'en auront pas moins une grande influence sur l'avenir du mouvement ouvrier au Creusot, et même dans toute la France. C'est l'un des premiers combats ouvertement engagés par les ouvriers de la grande industrie nouvelle contre le grand patronat, et les contemporains ont senti confusément que l'enjeu était plus grave que celui des grèves des compagnons et artisans de la petite industrie: 10 000 ouvriers concentrés dans une petite ville, c'est une force capable de menacer le pouvoir du grand capitalisme naissant; à peine le capitalisme industriel commence-t-il à s'affirmer que déjà son existence est mise en cause. L'antagonisme fondamental du capital et du travail a été brusquement mis a nu aux yeux du monde entier au Creusot, où les deux grands protagonistes de l'histoire contemporaine se sont dressés face à face, ont mesuré leurs forces. Le mythe de l'Etat bonapartiste « au-dessus des classes » n'a pas résisté à l'arrivée des 3 000 soldats envoyés pour briser la grève. Cette lutte a achevé de forger le type nouveau de prolétaire préparé par l'évolution industrielle. L'ouvrier du Creusot n'est plus le même qu'avant: il a pris conscience de sa force, il a acquis une précieuse expérience de la lutte des classes, il s'est donné un début d'organisation, et des chefs. Les forces conjuguées de l'Etat et de la Société patronale peuvent bien encore l'emporter, rétablir provisoirement l'ordre, la puissance du mouvement ouvrier progresse sans cesse, et l'exploitation capitaliste démasquée sous le paternalisme est mise en accusation. Avant la grève, « une bonne partie du pays mouchardait et tyrannisait l'autre, qui tremblait » 1; maintenant, le nom de Schnei-

^{1.} Plaidoirie de Mº Frémond au procès d'Autun. La Marseillaise, 13 avril.

^{2.} Le Parlement, 29 mars.
3. « La grève des mineurs », écrit pendant le séjour de Malon en prison, en mai 1870, pour le « Complot » de l'Internationale.

^{1.} Le Grelot, 2 avril.

der symbolise l'oppression capitaliste à abattre pour les ouvriers de toute la France — témoin cet extrait d'un rapport du préfet du Rhône sur une réunion de 3 000 métallurgistes à Lyon le 24 avril 1870 :

Un individu a parlé contre les patrons qui cherchaient à amasser des millions en faisant travailler les ouvriers « à la Schneider ». Ce langage a été très applaudi et deux individus ont crié, l'un « Schneider à la barre » l'autre « Schneider au tonneau » 1.

Cependant, au Creusot même, ce qui reste de plus important peut-être de la grève, c'est une puissante Section de l'Internationale, qui va bientôt avoir à combattre directement pour le but qu'elle propose aux ouvriers du Creusot : le socialisme.

III

LA FIN DE L'EMPIRE ET L'INSTALLATION DE LA RÉPUBLIQUE AU CREUSOT

(mai 1870-février 1871)

Les grèves du Creusot, secouant la puissance de l'un des plus fermes soutiens de Napoléon III, haut dignitaire de l'Empire, E. Schneider, ont contribué à précipiter la chute du régime impérial. La lutte « économique » a frayé la vôie à une lutte politique intense au Creusot.

LA CAMPAGNE DU PLEBISCITE

Napoléon III, devant les progrès de l'opposition, a décidé d'en appeler une nouvelle fois au peuple, par le système du plébiscite qui a fait ses preuves en 1851, même au Creusot, on s'en souvient '. Les électeurs doivent dire, officiellement, « s'ils approuvent les réformes (libérales) opérées depuis 1860 », en fait s'ils acceptent encore l'Empire. L'opposition est divisée : les « radicaux », républicains bourgeois, appellent à voter non, tandis que les dirigeants de l'Internationale préconisent l'abstention. La forme habile sous laquelle est posée la question les déconcerte en

^{1.} Archives nationales, F 1c III-10-Lyon.

^{1.} Voir page 12.

effet : faut-il avoir l'air de repousser les réformes (en grande partie imposées à Napoléon III) pour condamner l'Empire comme dictature au service du capitalisme ?

Les républicains du Creusot s'unissent dans un Comité Antiplébiscitaire, qui décide d'organiser deux réunions. Le 30 avril, devant plus de 2 000 personnes, Martin (radical) 1. Dumay et Assi (sorti pour l'occasion de sa cachette) prennent la parole. Assi, « acclamé avec frénésie », conseille l'abstention. Le dimanche 1er mai des groupes nombreux discutent dans les rues en attendant la seconde réunion, mais le Parquet et le préfet viennent procéder à l'arrestation d'Assi. La foule se masse sur le pont qui mène à la gare pour barrer le passage, essaie de délivrer Assi; le commissaire de police doit faire charger un peloton de lanciers pour disperser les manifestants qui ripostent par une grêle de pierres. Le 8 mai le scrutin se déroule. Eugène Schneider, maire, vient visiter la salle de vote, où les électeurs défilent entre deux haies de contremaîtres et employés; il aperçoit Dumay et deux autres militants du Comité Antiplébiscitaire près des urnes, et demande au président du bureau, adjoint au maire, ce qu'ils font ici, et s'écrie :

> — Comment ! vous permettez que des gens surveillent le scrutin ici, au Creusot ! Je ne permettrai pas cela, faites-les sortir immédiatement !

> — J'ai déjà parlementé avec ces Messieurs, répond l'adjoint très embarrassé, mais ils ont chacun un exemplaire de la loi électorale dans leur poche, ils m'ont lu l'article qui les autorise à rester ici...

> — La loi ! la loi ! ah c'est trop fort ! s'écrie E. Schneider en s'éloignant, furieux.

L'anecdote révèle bien à la fois le degré de liberté électorale dont disposaient les ouvriers sous l'Empire, et les changements qui s'opèrent dans leur attitude politique. Le résultat du plébiscite le confirme : 3 400 NON contre 1 500 OUI environ ; c'est une écrasante défaite pour M. Schneider et les bonapartistes, malgré leur succès — relatif — en Saône-et-Loire (17 % de NON seulement, 18 % d'abstentions) et dans toute la France. Mais la Société Schneider n'osa pas sévir cette fois, et dut se contenter de renvoyer Dumay de l'usine.

LA GUERRE ET LA CHUTE DE L'EMPIRE

La Société cherche à reprendre en main ses ouvriers. Elle se croit sur le bon chemin quand, en juin, Henri Schneider (fils) est élu au Conseil d'arrondissement par 5 000 voix contre 500 à Dumay : « L'ouvrier est un grand enfant qui passe avec excès de la mémoire du cœur à l'oubli du bienfait et de l'ingratitude à la reconnaissance », conclut le Procureur général rassuré ¹. Mais un grand événement vient tout bouleverser : l'Empire français déclare la guerre à la Prusse le 19 juillet. L'agitation politique s'intensifie au Creusot. Dumay est allé à Paris prendre contact avec les dirigeants de l'Internationale et il a assisté aux manifestations contre la guerre. La Section de l'Internationale du Creusot décide d'organiser une semblable manifestation. Un tract est distribué à la sortie des ateliers :

Citoyens,

Les journaux à la solde du gouvernement prétendent que la guerre qui vient d'être déclarée à la Prusse et qui n'a d'autre but que de conso-

^{1.} Ex-directeur du Sifflet.

^{1.} Archives nationales, BB-30-390. Rapport du 13 juillet.

lider la néfaste dynastie des Napoléons est approuvée par la nation. Les travailleurs du Creusot se doivent de protester contre de tels mensonges et contre le principe de la guerre lui-même comme l'ont fait les travailleurs de Paris. Venez donc tous à 8 heures sur la place du Marché manifester en faveur de la paix.

LA SECTION DE L'INTERNATIONALE 1.

Le 8 août 4 000 manifestants répondent à cet appel, défilent sur huit rangs en chantant « La Marseillaise » et « Le Chant du départ » (chants guerriers, mais surtout républicains!). Le lendemain le département de Saône-et-Loire est mis en état de siège, plusieurs dirigeants de la Section de l'Internationale sont arrêtés au Creusot. Cette répression et l'anxiété créée par les premières défaites des armées impériales (Froeschwiller, Forbach...) ne permirent pas aux républicains creusotins de faire des élections la grande bataille qu'ils avaient projetée, et à laquelle E. Schneider s'était préparé en faisant répandre le bruit par ses contremaîtres qu'en cas d'échec il renoncerait à tout agrandissement et à toute transformation au Creusot; la liste d'E. Schneider l'emporta largement sur celle de Dumay. Victoire éphémère : le nouveau Conseil a tout juste le temps de s'installer le 2 septembre. Deux jours après, le peuple parisien renverse l'Empire. E. Schneider présidait la séance du Corps législatif, ce 4 septembre, quand la foule l'envahit, et les manifestants le reconduisirent jusqu'à son hôtel en le frappant aux cris de « A mort l'assassin du Creusot, à mort l'exploiteur des ouvriers! » — lointaine et imprévue conséquence des grèves du Creusot et de leur retentissement dans l'opinion publique. Un gouvernement républicain bourgeois s'installe

à Paris. Et Schneider s'exile en Angleterre. La Société du Creusot, pour s'être trop identifiée au régime impérial, va-t-elle s'écrouler avec lui ?

LA REPUBLIQUE
ET LA DEFENSE NATIONALE AU CREUSOT.

Comme en février 1848 une vague d'espoir secoue les ouvriers du Creusot en ce début de septembre 1870 : un gouvernement presque à leurs souhaits est installé à Paris, les républicains qui le composent vont enfin pouvoir appliquer leur programme, tout va changer; ne comprend-il pas Henri Rochefort, le directeur de La Marseillaise qui les a si vaillamment soutenus pendant les grèves, Jules Favre et Jules Picard qui avaient conseillé Assi pour la gestion de la Caisse de secours, Gambetta qui avait interpellé le gouvernement impérial au sujet de l'envoi des troupes au Creusot? Un obstacle, il est vrai, risque de retarder les réformes attendues : l'Empire a légué une guerre catastrophique à la jeune République, et les Prussiens avancent sur Paris et sur Le Creusot. Mais les ouvriers sont prêts à se battre maintenant pour libérer le territoire français : ils ont manifesté contre la guerre en août, mais c'était l'Empire exécré qui la faisait pour son compte ; à présent c'est à la France, à eux-mêmes et à leurs familles que Guillaume et Bismarck la font. Pour améliorer dans un proche avenir le sort des ouvriers, les opprimés du régime qui s'écroule, les hommes libres et heureux de la France populaire qui s'installe, il faut avant tout organiser la Défense nationale et défendre la République. Les ouvriers creusotins sont prêts à tous les sacrifices et accepteront tous les concours, même ceux de la bourgeoisie, pour réaliser ces deux objectifs immédiats, conditions nécessaires de leur

^{1.} D'après Dumay : Mémoires.

véritable émancipation 1. Mais ils sont aussi décidés à aller jusqu'au bout, à briser toute résistance, quels que soient ceux qui se mettraient en travers de leur chemin, amis d'hier ou faux amis d'aujourd'hui.

Et si les pouvoirs publics les trahissent ou ne savent pas utiliser leur élan, leur enthousiasme, leur force, alors ils les écarteront et agiront seuls, dans leur « Commune ». Ils ne veulent pas laisser une nouvelle fois la victoire

leur échapper, comme en 1848!

En attendant, la lutte pour le pouvoir local s'engage au Creusot. Deux partis se dessinent et engagent une sorte de lutte de vitesse : d'un côté les « démocrates », réunissant dans un « Comité Républicain » les ouvriers militants de l'Internationale, et les petits commerçants et artisans plus ou moins avancés, « radicaux » ou simples républicains modérés; de l'autre côté, les « réactionnaires », bonapartistes, royalistes ou républicains très conservateurs, qui abondent dans les bureaux de l'usine et sont soutenus par elle. L'administration préfectorale installée par Gambetta veut un maire républicain, ayant de l'ascendant sur les ouvriers, capable par conséquent de maintenir l'ordre et de consacrer toutes les énergies à la Défense nationale. La Direction de l'usine au contraire cherche à sauvegarder son pouvoir politique local. Elle met la main sur l'organisation de la garde nationale, dont les ouvriers sont écartés, et organise même sa propre compagnie de francs-tireurs dont Henri Schneider est capitaine. Les démocrates réagissent en organisant de fréquentes réunions publiques dans lesquelles la population vient en masse satisfaire son désir si longtemps comprimé de discuter des affaires publiques; et en s'imposant au « Comité de Défense nationale » chargé d'organiser la défense, dont Dumay devient président. Le préfet, constatant l'état d'esprit de la population, nomme J.-B. Dumay maire provisoire le 24 septembre, « considérant qu'il a été persécuté pour ses opinions démocratiques sous le régime déchu et a souffert pour la République ». Dumay, mettant au premier plan le danger prussien et se rendant compte des difficultés que l'usine et le parti réactionnaire ne vont pas manquer de susciter à un maire ouyrier - quelle dangereuse nouveauté révolutionnaire! - propose une sorte « d'union sacrée » et situe d'avance les responsabilités dans une proclamation aux habitants:

> Ouvrier élevé parmi vous, j'ai de tout temps protesté avec énergie contre le despotisme, de quelque part qu'il se soit présenté. Par un revirement subit des choses d'ici-bas, les hommes qui naguère étaient traités de perturbateurs par la tyrannie déchue, sont au pouvoir aujourd'hui et prouvent par leurs actes toute l'injustice des calomnies dirigées contre eux.

> Un arrêt en date d'hier me nomme maire provisoire du Creusot, J'ai accepté ces fonctions malgré les difficultés de la situation parce que j'ai l'espoir d'être utile à la République.

> La République, grand mot trop souvent mal interprété, ne signifie pas désordre, il signifie Liberté et Justice, que tout le monde s'en rende bien compte.

> Que ceux qui ont souffert pardonnent, que ceux qui avaient peur des républicains se rassurent : la propriété, les personnes et la liberté du travail sont à l'abri de toute atteinte. Nous oublions tout pour ne penser qu'à la défense nationale.

^{1.} Marx avait fort bien reconnu sur le moment même le changement de caractère de la guerre franco-prussienne, sa transformation en guerre défensive, nationale et populaire, donc juste et progressive, après la chute de l'Empire : voir dans La Guerre civile en France, pp. 277 et 283. Editions sociales, 1953. les deux Adresses du Conseil général de l'Internationale sur la guerre franco-allemande. L'analyse des sentiments populaires prouve que le peuple avait eu nettement conscience de cette transformation. Il y a là une racine importante de la force du sentiment national dans le mouvement ouvrier français.

Trève de divisions parmi nous. Les hasards de la guerre peuvent amener l'ennemi aux confins du département et ce jour-là il nous faudra marcher tous ensemble et faire acte de fraternité.

Mon pouvoir sera de courte durée, mais je veux qu'il soit dit que mon premier acte a été de faire appel aux sentiments généreux, afin que si, par l'imprudence ou la méchanceté de quelquesuns l'ordre venait à être troublé, le pays soit juge entre eux et moi.

Vive la France! Vive la République! 1

Pour mettre en œuvre son programme, Dumay va présenter les revendications de la population au préfet : dissolution du Conseil municipal bonapartiste, licencièment des gardes nationaux et groupes armés de l'usine, armement d'une nouvelle garde nationale, populaire et républicaine. Le préfet accorde les deux derniers points, mais refuse le premier : Gambetta, ministre de l'Intérieur, s'était laissé persuader par une délégation de la Société Schneider que le remplacement du Conseil municipal « déchaînerait sur le pays une agitation révolutionnaire qui paralyserait la marche de l'usine »; or, Gambetta a obtenu que l'usine travaille à produire de l'armement pour la défense nationale. Ainsi se précise le jeu subtil de la Société, incapable de combattre de front le mouvement populaire au Creusot, ayant perdu le contrôle des organes du pouvoir local: mairie, sous-préfecture, préfecture; elle va constamment jouer sur la volonté de Gambetta de tout sacrifier à la tâche unique de la défense nationale contre les Prussiens pour créer des difficultés à la nouvelle administration locale trop populaire, enrayer le courant révolutionnaire, reconquérir son influence politique.

Les démocrates installés au pouvoir, la lutte politique se développe encore au Creusot. Les réactionnaires lancent une pétition contre la nomination d'un maire pris hors du Conseil municipal. Les démocrates, pour briser la contre-offensive de la Société appuyée sur Gambetta, demandent « la mise en demeure de l'usine de fabriquer des armes (sans conditions) et en cas de mauvaise volonté sa réquisition et sa direction par des ingénieurs de l'Etat 1 », c'est-à-dire, en fait la nationalisation. La première réunion du Conseil' municipal sous la présidence du nouveau maire constitue une sorte d'épreuve pour les deux partis; Dumay a conservé sa blouse d'ouvrier qui se détache en bleu au milieu des redingotes impeccables de l'état-major de M. Schneider, attendant « narquois et arrogant » que leur jeune et prétentieux ex-subordonné s'embrouille dans les chiffres du budget; dehors les ouvriers rassemblés sur la place « savouraient comme une vengeance de leurs humiliations journalières de voir l'un des leurs présider l'aréopage municipal composé de tous les gros bonnets de l'usine 2 ». Mais Dumay s'en tire fort bien. Cet écueil passé, il s'attaque à l'organisation de la garde nationale; douze compagnies réparties en trois bataillons sont formées, et elles élisent pour la plupart des démocrates comme officiers, contre les candidats de l'usine; mais les armes manquent, et le gouvernement se garde bien d'en envoyer malgré la promesse du préfet. Le Creusot vit des jours enthousiastes. Un véritable Club fonctionne, où la population débat avec passion des questions politiques locales et générales; Dumay, orateur populaire très doué, y est le plus écouté; mais il y a aussi des « extrémistes » qui demandent la transformation des églises en écoles, l'expulsion des communautés reli-

^{1.} J.-B. Dumay: Papiers et correspondance: affiche (Archives familiales).

^{1.} DUMAY: Mémoires,

^{2.} Ibidem.

gieuses, l'abolition des impôts... L'évêque d'Autun s'en émeut et demande par lettre au préfet et au procureur la protection de l'Etat:

Depuis quelques jours dans les Clubs du Creusot la religion, la propriété, la sécurité des personnes sont attaquées par les propositions les plus violentes et les plus anarchiques... qui exigent d'énergiques mesures de répression si vous êtes dans l'intention de maintenir l'ordre et la liberté 1.

Cependant l'idée qui domine dans ces réunions est bien celle de la Défense nationale; l'exaltation patriotique grandit à mesure que les Prussiens s'approchent du Creusot; les personnalités les plus acclamées sont Cluseret ² et Garibaldi ³. C'est cet état d'esprit qui va provoquer les événements de l'hiver 1870-71 et conduire à la Commune.

LES DIFFICULTES DE L'HIVER 1870-71.

La population, en effet, entend se battre à la fois contre le danger extérieur et contre le danger intérieur. Le parti réactionnaire résiste avec acharnement aux progrès du mouvement démocratique. L'usine entrave l'entraînement de la garde nationale. Des chansons circulent, dénonçant la « bande à Dumay » qui « gruge les bons ouvriers ». Le Conseil municipal bonapartiste et schneiderlen refuse les quelques mesures sociales que propose Dumay : crédit chez

1. Archives départementales Saône-et-Loire. Série M, 1870. 2. Général républicain de la « Ligue du Midi » formée par les révolutionnaires de Lyon, Marseille, etc... en septembre 1870, futur général en chef de la Commune.

3. Révolutionnaire italien, venu se mettre au service de la France, commandant de l'Armée des Vosges qui couvre le Creusot.

les boulangers aux familles ouvrières couvert par la Commune... et, jouant hypocritement des sentiments républicains, soutient le gouvernement bourgeois de Paris quand il réprime les mouvements révolutionnaires du peuple parisien : témoin l'adresse suivante votée après la journée du 31 octobre à Paris où le peuple avait manifesté contre le gouvernement :

Le Conseil municipal du Creusot a appris avec une vive indignation l'attentat dont a été victime le Gouvernement de la Défense nationale. La Garde nationale de la Seine, les gardes mobiles, toute la population de Paris, ont déjà fait justice des prétentions d'une infime minorité à représenter l'opinion publique. Le pays protestera tout entier contre les proiets parricides d'une poignée de factieux, il acclamera le gouvernement et son héroïque président ¹. Citoyens membres du Gouvernement de la Défense nationale, accomplissez courageusement jusqu'à la fin notre patriotique mission, sauvez la patrie, la France est avec vous. Vive la France, vive la République, vive le gouvernement de la Défense nationale ! ²

Ces intrigues du parti réactionnaire, l'aggravation de la misère (les salaires atteignent en décembre leur niveau le plus bas depuis 1868, tandis que le pain et la viande sont en hausse), les mauvaises nouvelles de la guerre, tout cela crée un état d'énervement dans la population du Creusot et entraîne des manifestations plus ou moins contrôlées par les dirigeants démocrates, mais habilement exploitées par leurs adversaires. Déjà le 3 octobre, un incident caractéris-

2. Registre des délibérations du Conseil municipal, 5 novembre,

^{1.} Le général Trochu, qui ne pensait qu'à capituler et traiter avec les Prussiens par peur du peuple.

tique avait révélé la sensibilité extrême de la population aux affaires de la guerre. Des trains de soldats pour le front de l'Est passaient au Creusot, et les occupants affamés demandaient des vivres. Les Creusotins apportèrent aussitôt du pain et du vin, mais pour éviter des accidents le chef de gare fit évacuer les quais, et les trains cessèrent de passer à ce moment, tandis que la gare se remplissait de victuailles que des groupes, spontanément, étaient allés quêter en ville. Alors des rumeurs de trahison circulèrent dans la foule : le chef de gare fut accusé d'être un espion à la solde des Prussiens. Les ouvriers, à la sortie des ateliers, se rassemblèrent devant la gare. Une corde fut attachée à un réverbère pour pendre le malheureux chef de gare, qui s'était barricadé dans son appartement avec sa famille. Il fallut l'intervention de Dumay pour l'innocenter et le sauver. Une délégation de gardes nationaux fut chargée de conduire à la caserne de Nevers les vivres amassés : deux wagons! Cependant les ouvriers de la garde nationale voulaient plus : ils voulaient se battre, et des occasions semblent se présenter. Le 30 octobre les Prussiens attaquent Dijon, défendu par Garibaldi. Dumay venait de faire lire à la foule le télégramme officiel annonçant la capitulation de Bazaine à Metz quand il reçoit une dépêche du maire de Dijon demandant des secours aux villes voisines. Il lance aussitôt une proclamation à la population et mobilise quatre compagnies de gardes nationaux. Le commandant de la garde chargé de lire la proclamation aux ouvriers de l'usine se voit refuser l'entrée des ateliers; Dumay envoie un détachement des gardes nationaux avec mission de forcer l'entrée au besoin : la direction s'incline. Les Creusotins apprennent en route la prise de Dijon et reviennent sans avoir combattu. Au Creusot pendant leur absence un début de panique s'était produit. Le lendemain Gambetta alerté par l'usine blâme par télégramme Dumay d'avoir... entravé la marche de l'usine travaillant pour l'armement national! Il fallut l'intervention du préfet pour que Gambetta mieux renseigné transforme son blâme en..

félicitations. Le 26 novembre, un nouvel épisode de la guerre provoque encore des troubles au Creusot : des fuyards de l'armée de Garibaldi refluent sur Le Creusot après une contre-attaque manquée contre Dijon, sèment la panique dans la ville où des bandes parcourent les rues en criant à la trahison tandis que le tocsin sonne. Dumay rétablit l'ordre en expulsant les fuyards, mais Gambetta, toujours renseigné par l'usine, le blâme une nouvelle fois en le rendant responsable des désordres. Dumay envoie alors sa démission, que Gambetta accepte en ces termes : « J'accepte purement et simplement votre démission : il n'y, a pas d'homme nécessaire 1 ». Les démocrates du Creusot ripostent en organisant une vaste campagne populaire; une grande réunion publique a lieu, qui adopte la motion suivante :

3 000 citoyens du Creusot... protestent contre la démission du citoyen Dumay de ses fonctions de maire provisoire du Creusot, — protestent également contre les termes dans lesquels elle a été acceptée par le Ministre de l'Intérieur, attendu que le citoyen Dumay est aussi nécessaire au Creusot que le citoyen Gambetta à Tours ².

Un comité d'initiative lance des pétitions, dont une parmi les femmes. Toute la population ouvrière est mobilisée pour défendre son maire, c'est-à-dire le pouvoir populaire, si imparfait soit-il encore, l'indépendance politique qui existe pour la première fois au Creusot, la voie ouverte, surtout, vers de nouvelles conquêtes. Devant ce mouvement populaire Gambetta doit céder : il refuse la démission de Dumay. Cependant le front de la guerre se rapproche de plus en

^{1.} DUMAY: Mémoires.

^{2.} Idem. C'est à Tours que s'était installée la délégation en province (dirigée par Gambetta) du gouvernement resté à Paris, assiégé par les Allemands.

plus du Creusot. Le 1er décembre les Prussiens attaquent Garibaldi à Autun, à trente kilomètres du Creusot: Le lendemain les Prussiens battent en retraite, mais les Creusotins trompés par le bruit de la canonnade s'inquiètent. L'usine a commencé des préparatifs de déménagement vers le Sud. Dumay réquisitionne les armes d'un magasin de chasse, distribue mille piques de fer qu'il avait fait fabriquer par l'usine, avec mille chausse-trappes pour entraver l'avance de la cavalerie ennemie. Avec trois cents gardes nationaux — les seuls armés — part au secours de Garibaldi et d'Autun, malgré les conseils des dirigeants de l'usine qui lui déclarent que l'ennemi principal c'étaient « les mauvais éléments » qui voulaient « mettre le pays à feu et à sang », et qu'il ne fallait pas défendre le Creusot contre les Prussiens pour éviter le bombardement de l'usine et de la ville! En cours de route ils sont rejoints par une troupe de cinq cents Creusotins qui se sont armés spontanément de fusils de chasse, de haches, de vieux sabres et de pics de mineurs. Le lendemain matin, ayant appris la retraite des Allemands, les volontaires creusotins rentrent chez eux.

A ces difficultés dues à la guerre s'en ajoutent d'autres proprement politiques. La lutte pour le pouvoir continue en effet entre la bourgeoisie conservatrice et les classes populaires. Au Creusot le Conseil municipal réactionnaire est finalement dissout : les démocrates contrôlent désormais à peu près totalement le pouvoir local. Dans toute la France, le 8 février 1871, se déroulent des élections législatives décisives; Dumay est candidat sur la liste républicaine en Saône-et-Loire, coalition de républicains bourgeois patriotes, de radicaux et de démocrates et socialistes, derrière Garibaldi, Gambetta, Edgar Quinet... contre une liste monarchiste avec Mac Mahon et une liste conservatrice conduite par. Thiers, Changarnier, Mathieu (ingénieur en chef du Creusot) etc... Pour les ouvriers du Creusot le sens du vote est clair: Dumay ou Mathieu, le socialisme ou la réaction patronale. La réponse est claire aussi : la liste républicaine

remporte 77 % des suffrages dans la commune. Mais la masse paysanne du département « effrayée par la propagande leur disant que la victoire des républicains serait la continuation de la guerre 1 » vote pour la liste bourgeoise conservatrice, qui l'emporte. « La signification du vote, écrit le préfet au gouvernement, est République et Paix » : République, oui, mais bourgeoise, conservatrice et Paix à tout prix, pour la sauvegarde des privilèges sociaux, au mépris de l'intérêt national. C'est exactement le contraire de la politique que souhaitent les prolétaires du Creusot, et qu'ils veulent imposer. Ils ont pris très au sérieux la politique de Gambetta et, officiellement du moins, du gouvernement Trochu: « Défense nationale avant tout ». Ils pensent que c'est une condition nécessaire et une étape d'une politique de progrès social. Aussi craignent-ils fortement de voir se rompre l'armistice, conclu le 28 janvier. Lorsque Garibaldi évacue le département de la Côte d'Or, il satisfait une demande de Dumay et lui remet environ 4 000 fusils et 4 000 kilogs de cartouches pour armer la garde nationale. La nouvelle Assemblée nationale, réunie à Bordeaux, adoptant une politique franchement réactionnaire et antinationale, la population creusotine se déclare décidée à la faire échouer par la force au besoin. Une grande réunion publique, le 21 février, adopte un projet de constitution d'une « Ligue républicaine » dans toute la France pour organiser la résistance, « lutter contre les agissements secrets et avoués de la réaction ». Le parti réactionnaire du Creusot veut profiter de l'installation du gouvernement Thiers, qui a jeté le masque « national » et « républicain de gauche » du précédent gouvernement, pour reprendre le pouvoir en déconsidérant Dumay et ses amís. Des bruits alarmants sont mis en circulation : des listes de proscription seraient dressées, un massacre se préparerait « comme en 93 », l'usine serait incendiée... Dumay

^{1.} Dumay : Mémoires.

met en garde la population contre ces provocations dans une proclamation affichée le 26 février :

Dans un but inavoué, mais facile à comprendre, les ennemis de la République cherchent, à l'aide de tous les faux bruits possibles, à jeter l'alarme dans la population... Que le bon sens public fasse justice de ces manœuvres. Que nul ne s'en effraye et que personne ne réponde aux provocations, mais aussi que chacun soit prêt à défendre la République le jour où les réactionnaires tenteraient de la faire disparaître au profit d'un monarque quelconque; car ce n'est que dans cet espoir qu'ils cherchent à égarer l'opinion publique en répandant ou faisant répandre par leurs mouchards les bruits les plus contradictoires, et tout cela par haine de la République, parce qu'elle est notre avenir à nous travailleurs, et qu'elle est pour eux l'anéantissement de leurs privilèges.

Donc de l'ordre et bonne garde 1.

Des incidents sérieux et troubles éclatent cependant le 26 février. Ce dimanche, la foule stationne, anxieuse, sur la place de la mairie attendant des nouvelles des négociations de paix, car l'armistice finit à minuit. A vingt-deux heures Dumay communique la nouvelle : les préliminaires de la paix sont signés. Mais quelques individus « notoirement connus pour être des agents provocateurs à la solde de l'usine », indique Dumay ², suivent le tambour dans sa tournée et répandent le bruit que la paix n'est pas signée, que les Prussiens marchent sur Le Creusot, crient à la trahison, appellent à la guerre à outrance. Dumay va

2. DUMAY : Mémoires.

à la rencontre des manifestants, soufflète l'un d'eux, en désarme un autre, mais un troisième le couche en joue, et le commissaire de police a tout juste le temps de détourner le coup. Des gardes nationaux accourent, la bande se disperse, le calme revient. Mais vers minuit, dans les rues non éclairées — l'usine, par un hasard étrange, n'a pas fourni le gaz ce soir-là - des bandes se répandent, conduites par d'anciens chefs de la grève des mineurs en mars, des francs-tireurs cantonnés au Creusot, les orateurs exaltés et extrémistes du Club. Les manifestants hissent le drapeau rouge sur la mairie, enfoncent la porte de l'église pour sonner le tocsin, arrachent des devantures de magasin... Vers trois heures du matin se produit une curieuse et mystérieuse affaire; on entend au Creusot une grande explosion du côté de Montchanin, à quelques kilomètres du Creusot. Dumay s'y rend aussitôt en voiture et apprend qu'une mine en train d'être posée par une section du génie sous la voie du chemin de fer entre Montchanin et Le Creusot avait sauté par accident, faisant six morts, dont le colonel; par la suite les autorités ont prétendu qu'il s'agissait d'une mesure de défense pour faire sauter éventuellement un train allemand venant de Dijon occuper Le Creusot, si l'armistice était rompu. Dumay, au contraire, affirme que c'était un piège grossier des réactionnaires pour provoquer un sanglant accident : les manifestants, dans la soirée, avaient lancé le mot d'ordre, habituel au Creusot dans toutes les grèves et manifestations : « A Montchanin. pour soulever les mineurs! », et un train devait partir de la gare de l'usine pour emmener les manifestants ; l'adjoint de Dumay se serait rendu à la gare et y aurait trouvé, en effet, une locomotive sous pression attelée à vingt wagons. Faute de preuves formeiles, cet épisode reste obscur. En tout cas, vers quatre heures du matin les manifestants se dispersent et l'ordre revient au Creusot. Le lendemain Dumay blâme énergiquement les manifestants et situe les responsabilités:

^{1.} Bibliothèque nationale : exemplaire de l'affiche : L.G. 57 1416.

Malgré l'avertissement donné, des ivrognes et des insensés sont tombés dans le piège qui leur était tendu et ont déshonoré la République en commettant en son nom des actes stupides et grossiers.

Je proteste de toute mon énergie contre ce qu'ont fait ces tapageurs nocturnes, dont plusieurs à la solde des bonapartistes ont osé se parer du titre de républicain et donné par leur conduite gain de cause à ceux qui désirent le désarmement de la Garde nationale.

Je l'ai dit et je le répète, je serai le premier à faire appel à la force si jamais la République était menacée dans son existence, mais je déclare mauvais citoyens et réactionnaires les hommes qui sans raison aucune jettent la perturbation dans la ville, et la douleur dans leur famille par les punitions qu'ils se sont attirées 1.

Les autorités publiques prennent en effet des mesures qui montrent que si elles n'ont peut-être pas provoqué les incidents de concert avec l'usine, elles entendent bien en tirer parti. Le Parquet vient enquêter et déclare Dumay responsable, l'obligeant à remettre en liberté six manifestants qu'il avait fait arrêter. Le gouvernement décide l'envoi de troupes au Creusot. Ainsi, cette « journée révolutionnaire » prouve l'exacerbation du sentiment patriotique des ouvriers dont le gouvernement n'a pas employé les forces et l'enthousiasme contre l'envahisseur, et pour qui la paix est une trahison; leur opinion se renforcera encore quand ils connaîtront les conditions acceptées par Jules Favre et Thiers ². Mais ce sentiment a sans doute été uti-

lisé et dévié par les « extrémistes » d'abord représentant une tendance anarchiste qui demeurera longtemps vivante au Creusot, par les réactionnaires aussi, désireux de compromettre Dumay aux yeux du gouvernement pour reprendre enfin le pouvoir local.



En tout cas la lutte pour le contrôle du pouvoir local est entrée dans une phase nouvelle. Les illusions envers le pouvoir des républicains bourgeois se sont dissipées beaucoup plus vite qu'en 1848 : l'espoir des ouvriers creusotins dans le gouvernement de la Défense nationale s'était amenuisé à mesure qu'ils découvraient sa politique véritable de capitulation devant l'ennemi et de conservatisme social ¹. Gambetta lui-même, le radical intransigeant, le farouche patriote, les avait profondément déçus par sa volonté de ménager la Société Schneider et l'usine — marché de dupe, peut-être, car il n'est même pas sûr que la Société l'ait payé de retour, comme le lui écrivait déjà le 28 novembre le sous-préfet d'Autun :

Pas plus que moi M. Dumay ne croit au bon vouloir de l'usine en fait de travaux d'armement. On veut avoir l'air de faire quelque chose, mais de l'apparence à l'acte il y a loin... Pour moi je suis si convaincu que l'usine ne fait pas ce qu'elle peut que je ne saurais trop vous engager, Monsieur le Ministre, à envoyer au Creusot un officier de génie ou d'artillerie qui surveillerait activement le travail. Laissez-moi vous dire en terminant que le maintien de l'usine comme établissement purement métallurgique est la grande affaire

^{1.} Citée par Testut : L'Internationale et le jacobinisme au ban de l'Europe, tome II, page 199.
2. Cession de l'Alsace-Lorraine, cinq milliards d'indemnité.

¹ Voir le livre d'H. Guillemin : Cette curieuse guerre de 1870. Gallimard, Paris, 1956, qui démontre avec force preuves cette « trahison des notables ».

de ces Messieurs. J'ai depuis longtemps acquis la preuve qu'ils songent infiniment moins aux travaux de la Défense nationale qu'aux produits commerciaux et leur mot est celui-ci : périsse la France pourvu que l'usine du Creusot soit sauvée 1...

Avec le nouveau gouvernement Thiers, la rupture est totale. La déclaration adoptée à la réunion publique du 21 février était une véritabe déclaration de guerre. Une épreuve de force est désormais inévitable; ce sera la Commune.

LA COMMUNE AU CREUSOT

La Commune, au Creusot, c'est un geste de sympathie et de soutien actif envers les Communards parisiens. Mais c'est aussi un geste révolutionnaire de rupture avec le pouvoir établi, donc celui de la bourgeoisie, pour lui en substituer un autre, celui du peuple, des ouvriers. Les prolétaires du grand établissement industriel du centre de la France au secours de la révolution parisienne, c'était la possibilité de mettre fin à l'isolement de Paris, l'insurrection risquant de devenir nationale. La bourgeoisie ne s'y est pas trompée : il fallait à tout prix empêcher cet exemple ; elle y consacrera toutes ses forces et toute sa ruse. Malgré elle cependant, éphémère et seulement ébauchée peut-être, mais hardie et accusatrice, la Commune vivra au Creusot!

LES PREPARATIFS (18-25 mars)

Le gouvernement Thiers a rendu l'insurrection inévitable par des mesures destinées à « rétablir l'ordre » après les incidents du 26 février, qui parurent provocatrices aux démocrates du Creusot. C'est d'abord, dès le 27 février, l'arrivée de nouvelles troupes, qui doivent suppléer les mille mobiles des Basses-Alpes et les corps de francstireurs jugés peu sûrs. Puis le 12 mars le Commissaire de police démocrate est révoqué et remplacé par... l'ex-commissaire de l'Empire, bras droit du parti réactionnaire. Dumay télégraphie aussitôt au ministre de l'Intérieur :

^{1.} Papiers et correspondance de J.-B. Dumay.

Je me refuse formellement à réinstaller en qualité de Commissaire de police l'homme qui a tenté de faire massacrer les ouvriers de ce pays sous l'Empire ¹. Cette révocation constitue de votre part une provocation que la population du Creusot ne supportera pas ².

Le gouvernement recule et nomme Dietze ailleurs, mais Dumay se croyant sur le point d'être révoqué après ce coup d'audace, envoie une lettre aux journaux républicains de la région :

Je porte à la connaissance de toute la démocratie l'infâme conduite du gouvernement de Bordeaux qui, sur des rapports émanés du château Schneider et Cie relativement à une prétendue émeute faite par vingt hommes ivres, a inondé le Creusot de troupes et de gendarmes, et qui vient de révoquer un commissaire de police républicain pour le remplacer par celui des derniers jours de l'Empire, lequel a commandé la charge des lanciers sur le peuple au plébiscite. Cette odieuse réinstallation est appuyée auiourd'hui par un régiment de cuirassiers. Je déclare ce gouvernement coupable d'excitation à la guerre civile 3.

Le 5 mars le préfet Frédéric Morin, principal « tampon » entre les démocrates du Creusot et le gouvernement, démissionne à la suite du départ de son maître et ami Gambetta du gouvernement. Il sera remplacé par Charles Ferry, ancien directeur de la Banque de Paris, maison d'affaires, et frère du ministre Jules Ferry (le futur « Tonkinois »). Le ministre de l'Intérieur demande au nouveau préfet de destituer le maire et le commandant de la garde nationale au Creusot :

L'attitude des autorités locales a soulevé à diverses reprises de vives réclamations et n'est pas étrangère aux faits qui le 26 février ont menacé gravement la tranquillité de la com mune;

et pour donner un exemple de ces « vives réclamations » le ministre transmet au préfet une pétition qui lui a été adressée le 4 mars par plus de six cents habitants du Creusot; parmi les signatures, tout le parti réactionnaire, les notabilités (le notaire, les curés), les contremaîtres de l'usine, de nombreux commerçants, mais très peu d'ou vriers:

Les désordres prémédités depuis longtemps qui se sont produits ces derniers jours au Creusot sans avoir été empêchés ni réprimés, et les graves conséquences qui pouvaient en résulter et qui restent menaçantes, ne nous permettent plus d'avoir confiance ni dans votre Commission administrative ni dans les fonctionnaires dont elle est l'œuvre, ni dans l'état-major de la Garde nationale, constituée en violation de la loi... Pour ramener le calme et assurer la sécurité des citoyens, les soussignés réclament de votre justice des mesures immédiates et énergiques contre les dépositaires de l'autorité qui ont manqué à leurs devoirs. Ils insistent en même temps sur le maintien d'un corps de gendarmerie et de troupes suffisantes pour empêcher de nouveaux troubles 1.

^{1.} Lors de l'arrestation d'Assi, le 1er mai 1870.

^{2.} DUMAY : Mémoires.

^{3.} Gazette des tribunaux, 2 mars

^{1.} Archives départementales. Saône-et-Loire. Série M, Police générale, 1871.

Cependant la révocation de Dumay ne fut pas appliquée immédiatement, l'administration préfectorale ayant sans doute redouté les suites de cette mesure, la réaction de la population ouvrière.

Les démocrates sont en tout cas décidés à défendre leur pouvoir. Le Comité républicain qui regroupe les différentes nuances s'adjoint le titre de « socialiste »; c'est la première organisation qui porte ce nom au Creusot. Il décide de se tenir mobilisé en permanence et d'établir des relations avec les groupes républicains de la région, en vue d'une action concertée. Les démocrates du Creusot ont déjà des contacts avec ceux de Dijon, Autun, Mâcon, Marseille, Lyon surtout. Un délégué est envoyé à Saint-Etienne, sans succès. Dumay va faire une conférence aux ouvriers d'une fabrique de limes d'Arnay-le-Duc (Côte-d'Or), invité par un Comité républicain, très actif, et c'est là qu'il apprend, le 19 mars, les événements de la veille à Paris, où le peuple s'est soulevé contre le gouvernement Thiers. Il s'arrête au retour à Autun chez le sous-préfet Auguste Marais (gambettiste) et lui demande s'il ne fallait pas seconder le mouvement parisien pour sauver la République. Marais répond qu'il avait prévu et même désiré cette révolution « causée par les complots monarchistes et l'irritation de la défaite », qu'il n'hésiterait pas s'il y avait quelques chances de succès, mais qu'il était effrayé de voir des travailleurs inconnus à la tête du mouvement, que la population parisienne ne suivrait pas des hommes sans notoriété, et qu'il fallait se tenir coi en attendant... leur révocation! Idéologie et langage typique des radicaux de 1871, petits-bourgeois qui haïssent la grande bourgeoisie mais n'ont aucune confiance dans le peuple. Les socialistes du Creusot, eux, n'hésitent pas. Le 20 mars le Comité républicain socialiste décide une revue de la garde nationale avec manifestation en faveur de Paris pour le 26 mars. Il délègue Dumay à Chalon-sur-Saône, la seconde ville du département, auprès du maire, Boysset, ancien député en 1848 et chef des radicaux du département, pour lui proposer une action simultanée : les Creusotins marcheraient sur Chalon avec trois mille hommes, puis avec le renfort des Chalonnais, par Blanzy et Montceau-les-Mines où les mineurs suivraient sur Mâcon. Là, au chef-lieu de département, une assemblée de délégués nommerait Boysset commissaire de la République. Un tiers des départements au moins se rallierait au mouvement, qui obligerait « l'Assemblée des Ruraux » à se retirer, évitant ainsi la guerre civile entre Versailles et Paris, et sauvant la République. Boysset répond en faisant l'éloge de la révolution parisienne, « la seule réponse à faire aux complots monarchistes », et un portrait noir de Thiers, « une vieille canaille », déclare qu'il approuvait toutes les manifestations mais ne voulait être mêlé à aucune. Gaffiot, membre influent du Comité républicain socialiste et véritable second de Dumay, délégué à Autun auprès du fils de Garibaldi, commandant une brigade de l'Armée des Vosges, pour lui demander l'aide de ses 4 000 hommes, essuie lui aussi un échec : le général répond qu'il ne peut intervenir en tant qu'étranger, mais promet au moins sa neutralité. A. Marais, le sous-préfet, tente une dernière démarche auprès de Dumay pour le retenir : il lui écrit que « l'affaire de Paris n'est qu'un feu de paille, mais profondément déplorable... un mouvement fou à tous les points de vue », qui n'a que des chefs comme Assi 1, et il lui transmet une dépêche qu'il vient de recevoir du préfet :

Consacrez-vous à prévenir tout mouvement au Creusot. Faites savoir au maire Dumay qu'il sera considéré comme responsable personnellement de tout mouvement, et que si la tranquillité est maintenue, il est certain de ma reconnaissance et de celle du gouvernement ².

^{1.} L'ancien chef des grévistes de mars est en effet membre du Gomité central de la Garde nationale, et l'un des élus de la Commune. Il sera déporté en Nouvelle-Calédonie.

2. J.-B. Dumay: Papiers et correspondance.

Enfin, pour porter à son comble l'irritation des Creusotins, un délégué du préfet vient annoncer la révocation de Dumay et chercher un nouveau maire.

Les Grèves de 1870

Cependant une aide de l'extérieur vient soutenir la résolution des socialistes du Creusot, dont la clairvoyance et l'esprit de classe est à souligner, car ils se sont déterminés en dehors de toute nouvelle directe de Paris, avec les seules informations de la bourgeoisie, et malgré les pressions des pouvoirs publics et des radicaux conciliateurs. Cette aide se présente d'abord le 24 mars sous la forme d'une lettre datée de Lyon et signée Albert Leblanc :

> Délégué en province par le Comité central de la Garde nationale de Paris, j'ai fait proclamer la commune à Lyon et Saint-Etienne où nos amis sont en possession de l'Hôtel de Ville. Les journaux réactionnaires font courir le bruit que le mouvement a échoué, n'en croyez rien. J'arriverai au Creusot samedi soir. Préparez un mouvement pour dimanche. A Paris les camarades de l'Internationale qui vous connaissent comptent sur votre dévouement à la cause des travailleurs pour imiter Lyon, Saint-Etienne, Narbonne, etc... Si le Creusot marche, tout l'Est et le Centre vous suivront 1.

Le soir du 24 mars se tient une grande réunion publique pour protester contre la révocation de Dumay et « affirmer que la population du Creusot est décidée à résister par les armes au besoin aux tentatives de restauration monarchique de l'Assemblée de Versailles » 2, déclare le président de séance. Dumay, après une dizaine d'autres orateurs, annonce dans son discours « qu'étant donné les concessions faites par le gouvernement à la réaction, Le Creusot tourne ses regards vers Paris. » L'ordre du jour adopté est une véritable déclaration d'insurrection :

> Les citoyens du Creusot réunis au nombre de trois mille... considérant que l'Assemblée dite nationale en s'installant dans la ville monarchiste de Versailles de préférence au Paris républicain avoue ainsi ses mauvais desseins contre la République,

> décident qu'il y a lieu pour tous les bons français de soutenir Paris par tous les moyens dans ses revendications d'indépendance communale, seul moyen de barrer la route aux partis de la réaction qui veulent rétablir la monarchie en France,

> adressent à la Garde nationale de Paris qui défend la République l'expression de leur vive sympathie 1...

Ainsi dès le 24 mats Le Creusot a ouvertement choisi pour Paris, contre Versailles, comme Lyon l'a fait dès le 22 en proclamant la Commune, Marseille et Toulouse le 23, comme Saint-Etienne et Narbonne sont en train de le faire le même jour. Le 25, le préfet, inquiet de la situation au Creusot, prend quelques mesures de précaution : envoi d'un bataillon du 34° de ligne, licenciement des Mobiles des Basses-Alpes qui manifestaient pour leur démobilisation, transmission à Dumay d'une dépêche de Thiers luimême, chef du gouvernement, qui tout à la fois menace Dumay et tente d'acheter son concours :

> Dites bien à M. Dumay que si rien n'arrive au Creusot, le gouvernement l'en récompensera, et

^{1.} Dumay: Mémoires.

^{2.} L'Assemblée, dite des Ruraux, élue en février 1871 compte en effet une majorité de royalistes.

^{1.} DUMAY : Mémoires.

que je lui en serai personnellement reconnaissant. Dites-lui que si au contraire il est avec Paris contre nous, il sera puni avec toute la rigueur des lois ¹.

En même temps le préfet envoie de fausses nouvelles tendant à faire croire que l'insurrection de Paris est en train d'être écrasée, et les journaux du jour annoncent que les Communes de Lyon, Saint-Etienne, Marseille et Narbonne sont déjà vaincues.

Mais l'arrivée d'Albert Leblanc galvanise les énergies, triomphe des hésitations qui se manifestent au Comité Républicain Socialiste. Une réunion publique se tient le 25 au soir pour appeler la population à la manifestation du lendemain. Albert Leblanc raconte la proclamation de la Commune à Paris, Lyon, Saint-Etienne; il montre la nécessité de la proclamer aussi au Creusot, centre ouvrier et démocratique : Le Creusot soulevé, toutes les villes du Centre de la France le suivront et Paris sera secouru par la province; il déclare que de même que la Révolution de 1789 et 1793 a affranchi la bourgeoisie, de même il faut que le prolétariat soit affranchi en 1871; le drapeau-rouge est devenu le véritable drapeau national; l'Assemblée de Versailles doit disparaître, car elle n'a été élue que pour conclure la paix ou continuer la guerre; il conseille d'en voyer des délégués dans les campagnes voisines pour qu'elles suivent le mouvement. L'assistance l'applaudit aux cris de « A bas l'Assemblée! A bas Thiers! Vive la Commune! » Dumay lui succède à la tribune. Il explique par des comparaisons ce que c'est que la Commune, montre qu'elle est l'arme la plus efficace pour sauver la République contre les conspirateurs monarchistes. Son discours est salué par les cris de « Vive la Révolution! » Gaffiot qui présidait lève la séance en invitant la garde nationale à « rester fidèle à ses origines populaires », et l'assemblée se sépare

aux cris de « Vive la République démocratique et sociale l ». Après cette réunion le Comité républicain socialiste siège pour prendre les dernières mesures en vue de la manifestation du lendemain. Un plan est établi : Les gardes nationaux seront convoqués pour une revue ; Dumay avec deux compagnies de gardes sûrs s'installera à la mairie ; Leblanc, Gaffiot et Maître (le commandant de la garde nationale, membre du Comité) harangueront les gardes nationaux et prendront la tête du cortège qui viendra demander au maire de proclamer la Commune.

Il n'y a plus qu'à attendre le jour solennel. Les chefs du Comité peuvent espérer que la masse ouvrière suivra, car sa situation économique a empiré brusquement. Le nombre des ouvriers employés à l'usine a baissé considérablement, une grande partie de ceux qui travaillent ne fait que trois jours par semaine. Ce chômage considérable amène une diminution des salaires, qui sont réduits en mars. Les prix continuant de monter, le pouvoir d'achat subit une brusque et forte baisse. Le mécontentement accumulé pour des causes diverses ne demande qu'à éclater. Les chefs socialistes sauront-ils l'utiliser, le conduire à la victoire?

LA PROCLAMATION DE LA COMMUNE (26 mars 1871)

Le dimanche 26 mars le plan arrêté par le Comité républicain socialiste est mis à exécution. Mais les autorités — préfet, procureur général, commandant militaire de la place du Creusot — sont en alerte. Les journaux du matin confirment l'échec des communes de province.

Vers onze heures commence la revue de la garde nationale sur la Promenade du Cimetière. Un des trois bataillons, le moins ouvrier et commandé par un chef de service de l'usine, n'a pas répondu à l'appel. Albert Leblanc, la ceinture garnie de pistolets, harangue les gardes nationaux 2

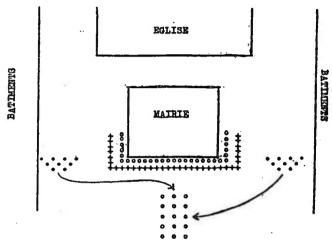
^{1.} Cité par A. HABARU : Le Creusot, terre féodale, p. 47, Editions L'Eglantine, Bruxelles, 1934.

« Marchons, en avant le drapeau rouge! il flotte à Paris, à Lyon, à Saint-Etienne, il faut également qu'il flotte au Creusot... Vive la Commune! » Une partie des officiers — des employés de l'usine — proteste et un second bataillon se retire. Le commandant Maître ne reste que sous la menace d'être fusillé. Il se place cependant à la tête de la colonne de 800 gardes, — au lieu des 3 000 prévus — sur laquelle flotte un grand drapeau rouge avec l'inscription « Commune ».

Pendant ce temps Dumay s'était installé à la mairie, qui coupait en deux parties la grande place du marché, gardée par deux cents gardes nationaux. A midi une compagnie d'infanterie vient prendre position devant les gardes, isolant la mairie, malgré les protestations de Dumay, qui fait mettre baïonnette au canon à ses hommes. Les gardes nationaux s'adressent aux soldats, qui leur promettent de ne pas se battre. Peu après arrivent des cuirassiers (des anciens de Reichshoffen 1) qui prennent position en deux groupes aux deux extrémités de la place.

Lorsque la colonne des gardes nationaux, suivie de nom breux manifestants, dont beaucoup de femmes, débouche sur la place en chantant « La Marseillaise », le colonel des cuirassiers, commandant de la place d'armes, la fait charger en son milieu par un des groupes de cavaliers, tandis que lui-même se portait avec l'autre groupe au devant des manifestants. (Voir le croquis ci-contre). La queue de la colonne, isolée, se disperse, alors que la tête est encerclée. Dumay, ceint de son écharpe, veut sortir de la mairie. Le commandant des fantassins essaie de l'en empêcher. Un corps à corps s'engage entre gardes nationaux et soldats accourus à la rescousse. Dumay passe quand même, et arrive en face du colonel qui lui crie : « Je vous demande, Monsieur le Maire, ce que veulent ces gens-là et ce que signifie cette manifestation! » Dumay répond par un dis-

cours : l'Assemblée nationale s'est mise en état d'insurrection contre la nation en refusant de se dissoudre après la paix, la population républicaine du Creusot s'insurge à son tour contre elle et contre le gouvernement qui se fait le complice des conspirations monarchistes; et il conclut :



LES EVENEMENTS DU 26 MARS SUR LA PLACE DE LA MATRIE

..* Cuirassiers

+++++ Pontassins

cocco Gardes nationaux

« Nous proclamons donc l'indépendance de la Commune du Creusot, jusqu'à l'élection d'une Constituante. » Les gardes nationaux l'applaudissent en criant « Vive la Commune! » Le colonel répond que les « revendications municipales » ne sont pas de sa compétence, mais qu'il ne peut tolérer aucune manifestation avec le drapeau rouge, et invite à le remplacer par le drapeau tricolore. Dumay rétorque que le drapeau tricolore est resté à Sedan ¹, livré par Napoléon III au roi de Prusse. Le colonel commande alors :

^{1.} Bataille du début de la guerre, en 1870, où les cuirassiers s'illustrèrent par une charge héroïque.

^{1.} Où Napoléon III a capitulé sans combattre devant Guillaume Ier avec 83 000 hommes, le 2 septembre 1870.

« Chargez, et enlevez-moi ce drapeau! » Mais les gardes nationaux se forment en carré et croisent résolument la baïonnette. Le premier rang de la colonne couche en joue le colonel. L'instant est grave, le sang peut couler. Mais soudain, le colonel crie: « Arrêtez! » aux cuirassiers qui allaient charger, brandit son casque au-dessus de sa tête en s'écriant: « Citoyens, vive la République! » Les fusils s'abaissent, les manifestants crient à tue-tête: « Vive la République! » Gardes nationaux, fantassins et cuirassiers mêlent leurs rangs et fraternisent. Le drapeau rouge est remplacé par le tricolore par les manifestants eux-mêmes. Cependant le colonel inquiet de la fraternisation, fait sonner le garde à vous, puis retirer ses troupes. L'alerte a été chaude, mais la manifestation est victorieuse, pacifiquement.

Dumay apparaît alors à une fenêtre du premier étage de la mairie et proclame la Commune :

Citoyens,

Le gouvernement de Versailles a quatre fois trahi la République. Premièrement par l'insulte faite à Garibaldi . Deuxièmement pour avoir abandonné Paris. Troisièmement pour n'avoir jamais mis au bas d'une proclamation : « Vive la République ! ». Quatrièmement, parce que d'après l'article 2 de l'armistice la Chambre ne devait se réunir que pour traiter la paix et qu'elle ne devait pas être constituante. Nous devons faire comme nos frères de Paris, de Lyon et Saint-Etienne, qui se sont constitués en Communes... Je ne suis plus le représentant du Gouvernement de Versailles, je suis le représentant de la Commune du Creusot... Je vous invite à vous rendre immédiatement dans

la salle du théâtre pour nommer vingt membres qui formeront cette Commune 1...

Dumay avertit ensuite le préfet par un télégramme curieusement rassurant :

Commune proclamée ici. Cuirassiers, fantassins, fraternisent avec ouvriers. Cris mille fois répétés de « Vive la République ! » Gouvernement de Versailles déclaré déchu. Commission s'organise. Calme parfait, aucune inquiétude ².

A dix-sept heures s'ouvre la réunion publique annoncée. Dumay parle le premier :

Nous ne voulons pas de désordres... Nous ne reconnaissons plus le gouvernement de Versailles, qui n'existe plus de fait, il est probablement en fuite... Nous avons proclamé la Commune ici, demain elle le sera à Montcenis et dans les villages voisins. Nous voulons désormais nous gouverner nous-mêmes. Lorsque la Commune sera constituée dans chaque ville, chaque Commune nommera un délégué et les délégués formeront une Convention 2...

Albert Leblanc lui succède à la tribune :

La Commune, c'est la suppression des ministres, des préfets, des gendarmes. Plus de soldats mais des citoyens armés. Il faut que le travailleur jouisse à l'avenir de tout le bénéfice de son tra-

2. Ibidem.

^{1.} Au cours de la séance de l'Assemblée à Bordeaux le 13 février Garibaldi, à la tribune, avait été hué et injurié par la majorité de droite.

^{1.} Archives départementales. Série M. Police générale, 1871.

vail, aujourd'hui absorbé par un seul individu 1...
Puis il lit une liste de trente-deux noms qui sont proclamés membres de la Commune provisoire, en attendant des élections dans quelques jours 2. Enfin une proclamation est rédigée séance tenante :

En présence des tendances monarchiques du gouvernement de Versailles, le Creusot, qui figure au premier rang des principales villes de France comme importance politique, a dû, dans son intérêt et pour son honneur, suivre le mouvement de Paris, Lyon, Marseille et Saint-Etienne.

L'Assemblée nationale a prouvé son incapacité gouvernementale : le peuple n'a plus qu'à compter sur lui-même, il ne doit pas suivre ces prétendus chefs dans leur décadence.

En conséquence, l'indépendance de la Commune est proclamée, une commission provisoire est composée pour exercer pendant quelques jours les pouvoirs administratifs en attendant des élections.

Les membres qui la composent sont ici pour remplir un devoir sacré et non pour satisfaire des intérêts personnels ou des passions quelconques. Toutes les mesures d'administration communale seront immédiatement soumises à l'appréciation du peuple en réunion publique ou par voie d'affiches.

Vive la République, Vive la Commune !

Les membres de la Commune °.

Un dernier acte de la proclamation de la Commune doit se jouer le soir même, d'après le plan des insurgés. Après la réunion publique les membres de la Commune se réunissent à la mairie. Dumay, Leblanc et Gaffiot montrent les répercussions que le mouvement creusotin peut avoir sur les grandes villes françaises. Ils demandent l'occupation de la gare, du télégraphe et de la poste. Six cents gardes nationaux sûrs sont convoqués à cet effet pour vingt-trois heures, dans le bois de Chanliau, proche de la ville '. Mais seuls six membres de la Commune, la moitié du Comité Républicain-Socialiste et vingt gardes se trouvent au rendez-vous. Le colonel, renseigné par des espions, a fait occuper par la troupe les trois établissements visés. C'est l'échec, la population ne suit plus les chefs du mouvement, désorientés et hésitants.

L'ECHEC DU MOUVEMENT ET LE RETABLISSE-MENT DE « L'ORDRE » (27 mars-novembre 1871)

La nuit du 26 au 27 mars est calme. Tous les manifestants sont rentrés chez eux. Au matin du 27 le préfet et le Parquet arrivent avec mille hommes de troupe par le train. Les soldats fouillent le bois de Chanliau, puis occupent les croisements de rues. La plupart des ouvriers reprennent normalement leur travail à l'usine. Le préfet fait afficher une proclamation aux habitants du Creusot, destinée à les détacher de leurs chefs:

On vous trompe!

Devant les Prussiens, à quelques lieues de leurs colonnes massées à Dijon, qui ne demandent

^{1.} Archives départementales. Série M. Police générale, 1871.

^{2.} Parmi eux 9 commerçants, 5 artisans et 4 ou 5 ouvriers seulement : sans doute ont-ils craint les représailles.

^{3.} Cité par Testut : ouvrage cité, page 207.

^{1.} Ce bois est un des « hauts lieux » du mouvement ouvrier au Creusot : depuis longtemps déjà, et jusqu'en 1900, les réunions ouvrières clandestines s'y tiennent.

qu'un prétexte pour envahir le département de Saône-et-Loire et détruire le centre industriel du Creusot dont ils sont jaloux, vous proclamez le déchirement de la sainte unité de la Patrie.

Non, cela n'est pas possible!

Vous êtes trompés par des intrigants étrangers à votre pays et qui sont venus vous apporter de fausses nouvelles.

Repoussez ces hommes indignes de vous et écoutez la parole d'un républicain éprouvé qui vous tend les bras et qui vous promet d'oublier un moment d'égarement 1.

Dumay attend à la mairie son arrestation. Mais les autorités ont une peur intense de provoquer une insurrection; cette masse d'ouvriers, dont beaucoup sont armés, les effraie. Aussi n'est-ce que très tard dans la matinée que Dumay est convoqué, avec ménagements, à l'hôtel où est descendu le préfet. Celui-ci a refusé les mesures de répression brutale proposées par les magistrats; il a exposé son plan au colonel : éloigner Dumay sans bruit, en faisant jouer son ambition par la promesse d'une place importante, ou les besoins de sa famille par une offre d'argent. Dumay se rend à la convocation. Il est retenu prisonnier et soumis à un long interrogatoire par les magistrats. Le préfet lui demande instamment de désavouer le mouvement de la veille. Cependant Gaffiot imagine une ruse qui réussit pour le délivrer : il lui fait passer un billet annonçant que les ouvriers de l'usine se préparent à venir le libérer. Effrayés, le colonel et le sous-préfet plaident alors la mise en liberté provisoire de Dumay. Le préfet finit par accepter contre la promesse de l'ancien maire de se retirer à Autun, chez le sous-préfet. Dehors, Dumay est accueilli par les manifestants dont le nombre grandit. Il écrit au préfet qu'il

n'ira pas « se constituer l'otage de la population du Creusot », qu'il continuera à combattre le gouvernement de Versailles.

Une dernière épreuve va donc se dérouler, après l'échec du plan du préfet pour ramener le calme en douceur. Les réunions sont interdites, des mandats d'arrêt sont lancés contre les chefs du mouvement. Le Comité Républicain-Socialiste se réunit une dernière fois, mais ses membres doivent s'enfuir pour éviter l'arrestation. La sortie des ateliers amène de nouvelles troupes aux manifestants, qui vont crier sous les fenêtres de l'hôtel du préfet : « A bas Thiers ! vive Dumay, vive la Commune ! » Vers le soir, un cortège se rend dans le quartier où habite Dumay pour le ramener à la mairie, mais lorsqu'il rentre en ville le colonel le fait charger par les cuirassiers et le disperse. Le quartier de Dumay reste en effervescence toute la nuit, et en ville, jusqu'à minuit, des groupes pourchassés par les patrouilles continuent à conspuer le préfet.

C'étaient là des combats d'arrière-garde, menés par une fraction seulement, la plus avancée, de la masse ouvrière du Creusot. Dès le lendemain 28 mars le calme se rétablit définitivement. La plupart des dirigeants du Comité Républicain-Socialiste partent pour l'exil, à Genève. Quelquesuns sont emprisonnés. Seul, Dumay se cache au Creusot même, attendant la fin de la lutte entre le gouvernement Thiers et les communards de Paris avec l'ultime espoir d'un compromis imposé par les grandes villes. Le mouvement communaliste est terminé au Creusot. Mais les autorités publiques ne profitent pas immédiatement de leur victoire, il n'y a pas de répression pour le moment, car le préfet a reçu du gouvernement l'ordre de temporiser : la Commune de Paris n'est pas encore écrasée, la bourgeoisie est prudente, tant elle redoute ces ouvriers du Creusot qui, par deux fois à un an d'intervalle, se sont dressés contre sa dictature de classe. Mais le rétablissement complet de « l'ordre » n'est plus qu'une question de tact et de temps.

La direction de l'usine et les pouvoirs publics vont s'em-

^{1.} Journal de Saôme-et-Loire, 26 octobre.

74

ployer maintenant de concert à remettre les choses en place, surtout le respect de l'ordre social et la soumission à la hiérarchie dans les esprits des ouvriers. Cette véritable « restauration » progresse avec la reprise des affaires industrielles et le retour à la légalité bourgeoise en France sous l'égide de Thiers. Jusqu'à la chute de la Commune de Paris en mai, cette restauration est indécise, prudente. La troupe de ligne, « travaillée par la population », est éloignée du Creusot. Les perquisitions se multiplient pour rechercher les dépôts d'armes. Une nouvelle Commission municipale est installée, composée de créatures de l'usine, mais pour rallier les esprits et sentant le danger d'une réaction trop vive, elle se déclare à la fois pour la République et contre la Commune de Paris. Une adresse en ce sens est envoyée le 15 avril à Thiers, qui répondra par des remerciements:

> L'insurrection dont Paris est le théâtre a jeté la consternation dans toute la France et inspiré aux véritables amis de la République les craintes les plus vives. Après la plus néfaste des guerres, la confiance renaissait, le commerce et l'industrie avaient déjà retrouvé leur ancienne prospérité, lorsque la guerre civile est venue détruire en un jour les éléments du travail, tarir la source de prospérité et paralyser les forces vives de la nation. La Commission municipale s'inspirant de cette grave situation, désirant affirmer son respect profond pour la cause de l'ordre et de la liberté, et suivant les aspirations de ses concitoyens, conjure l'Assemblée Nationale de consacrer comme forme définitive du gouvernement français la République qui seule saura apaiser toutes les haines, assurer la prospérité du pays et la grandeur de la France. La Commission municipale proteste énergiquement contre le mouvement insurrection-

nel de Paris et offre à l'Assembée nationale l'expression de son dévouement le plus absolu 1.

Fin avril, le préfet se sent assez sûr de la situation pour ordonner le désarmement de la garde nationale, problème qui le préoccupait beaucoup; 700 fusils et 20 000 cartouches sont rapportées, mais une grande partie des ouvriers conserve ses armes. L'esprit révolutionnaire subsiste en effet au Creusot comme en témoignent, avec cette résistance au désarmement — ceux qui rendent leurs armes sont conspués —, des affiches manuscrites de style et d'esprit maladroits appelant à la révolte, et des tracts distribués aux soldats:

et la Commune de 1871 au Creusot

Soldats: vous avez presque tous fait partie de cette guerre maudite que la France vient de soutenir, vous avez vu l'incapacité et la lâcheté de la plupart de vos chefs supérieurs. Tel d'entre eux qui n'a jamais affronté les balles des Prussiens peut venir aujourd'hui vous commander le feu sur vos frères qui ne veulent plus de ce gouvernement qui non content d'avoir livré Paris et la France à nos ennemis veut se servir de vous pour asseoir plus sûrement un nouveau Badinguet sur les ruines de la France.

Souvenez-vous que nos tyrans sont les vôtres, il faut vous en débarrasser, vous êtes les enfants du peuple, vous ne tirerez pas sur lui, car il veut que vous rentriez dans vos familles 2.

Les élections municipales du 30 avril vont encore permettre aux deux partis de se mesurer. Dumay, toujours

^{1.} Registre des délibérations du Conseil municipal. 2. Archives départementales. Série M. Police générale, 1871.

clandestin, et Henri Schneider, fils d'Eugène, conduisent les deux listes en présence. L'usine, « comprenant enfin (sic), dit le commissaire de police, que trop de bonté, trop de paternalisme n'étaient plus de saison », procède au renvoi de nombreux ouvriers « mauvais sujets ou douteux... inspirant ainsi aux ouvriers conservés de salutaires appréhensions » 1. Au premier tour, succès des démocrates qui ont quatre élus contre un seul aux réactionnaires, Henri Schnei der, et il ne manque que seize voix aux candidats de la liste Dumay pour être tous élus. L'usine se décide alors à frapper un grand coup : une centaine d'ouvriers est renvoyée; le second tour est préparé sérieusement; un contremaître réunit les ouvriers de son atelier, un bulletin de vote dans chaque main : « Voilà le pain », dit-il en montrant la liste Schneider, et en montrant la liste Dumay: « voilà la famine et la misère »; un autre leur annonce que tous les travaux seront arrêtés s'ils ne réparent pas le mal qu'ils ont fait au premier tour. Les démocrates font une active campagne électorale malgré la répression, appelant les électeurs à manifester leur solidarité avec les Parisiens, et aussi « à chasser à jamais l'esclavage du Creusot² ». Le jour du second tour, l'usine organise une véritable chasse à l'électeur : les ouvriers sont convoqués au travail et conduits au vote par les employés, même les malades de l'hôpital. L'intimidation réussit en partie : la « liste de l'ordre » passe tout entière avec 500 voix de majorité environ, mais la liste démocrate obtient encore une inquiétante moyenne de 2 400 suffrages.

L'écrasement de la Commune de Paris pendant la « semaine sanglante » apporte un grand soulagement aux réactionnaires — « il était temps, si on ne voulait pas être débordé », déclare le commissaire de police — et la ruine de leurs espoirs aux démocrates. Dumay part en exil à

Genève. Henri Schneider est élu maire : le pouvoir local est enfin reconquis par l'usine. « C'est l'aurore d'une ère de conciliation, de travail et de prospérité », s'enthousiasme le commissaire. Le socialisme, qui s'était fait chair, redevient un spectre. Les émules creusotins des Versaillais espèrent que c'est pour toujours, cette fois, après la grande

saignée de Paris...

Il n'y a plus qu'à consolider cette victoire et à éliminer les séquelles de désordre. Les 28 et 29 juin se déroule devant la Cour d'assises de Chalon le procès de vingt-deux Creusotins, accusés d'avoir « exécuté ou tenté d'exécuter un attentat ayant pour but soit d'exciter à la guerre civile en armant ou portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres, soit de porter la dévastation, le massacre et le pillage dans la ville du Creusot ». Les avocats plaident la distinction totale des mouvements du Creusot et de Paris, et avec l'accord de Dumay chargent les absents, exilés. La disparition de la grande peur de la bourgeoisie après l'écrasement de la Commune aidant, la tactique réussit; les treize présents sont acquittés, mais Dumay est condamné aux travaux forcés à perpétuité, et cinq autres dirigeants démocrates à la déportation dans une enceinte fortifiée, tous par contumace. Au Creusot cependant, l'esprit ouvrier reste « dangereux »; à une élection législative partielle, en juillet la liste républicaine-radicale (avec Boysset, le maire de Chalon) recueille encore 89 % des voix! La direction de l'usine adopte alors un moyen radical pour changer ce mauvais esprit : renouveler presque entièrement l'effectif des ouvriers; les renvois s'accélèrent. Eugène Schneider peut enfin rentrer de son exil, le 28 juillet. Il se présente aussitôt aux élections du Conseil général, tandis que son fils Henri se présente au Conseil d'arrondissement. Les démocrates ne désarment pas, et leur opposent deux candidats, mais leur campagne électorale développe uniquement des thèmes politiques, essentiellement la défense de la République, c'est-à-dire le programme radical : pas un mot des revendications sociales, proprement ouvrières,

^{1.} Archives départementales. Série M, rapport du commissaire, 26 avril.

^{2.} Affiche de Duenav.

ni à plus forte raison du socialisme. L'usine lance le mot d'ordre : « Votons pour ceux qui nous font gagner notre pain. » Eugène et Henri Schneider sont élus : l'autorité politique de la Société se rétablit dans son fief, 1871 n'a été comme 1848 qu'une éclipse passagère. Mais on est encore loin de la domination absolue des années du Second Empire, des 99 % des voix : E. Schneider n'a que 50,3 % des suffrages, 16 voix de majorité seulement, les démocrates conservent plus de 2 100 voix. Il faut décidément faire une concession importante pour ramener la soumission, le calme nécessaire à la reprise industrielle. D'ailleurs une certaine agitation se manifeste dans les ateliers pour demander une réduction du temps de travail. E. Schnefder prend les devants et, le 14 novembre, réduit la journée de travail de onze à dix heures (sauf pour les mineurs et les forgerons, qui revendiquent aussitôt une hausse de salaire en compensation), sans baisse de salaires. C'est une importante concession, la journée de travail atteignant et dépassant généralement douze heures dans le reste de la France. La situation financière de l'usine la permettait, il est vrai : le gouvernement a chargé Le Creusot de l'étude et de la fabrication des premiers canons français en acier (l'artillerie française, en bronze, s'est révélée bien inférieure aux canons Krupp en acier pendant la guerre); les bénéfices de l'exercice 1870-71 ont déjà doublé par rapport à ceux du précédent. La marche ascendante du profit a repris. La menace révolutionnaire contre le régime social est écartée. Les beaux jours reviennent pour M. Schneider, capitaliste. Mais pour combien de temps?

CAUSES ET PORTEE DU MOUVEMENT COMMUNALISTE AU CREUSOT

Après avoir exposé son déroulement, il n'est pas inutile de réfléchir sur les caractères du mouvement communaliste au Creusot. Son analyse peut apporter une contribution à l'étude, du point de vue du matérialisme historique, de la Commune en France, fait original de notre histoire nationale qui a donné au mouvement ouvrier français nombre de ses traits spécifiques. On sait que l'histoire bourgeoise n'a voulu voir, très longtemps, dans la Commune, qu'une manifestation patriotique sans caractère de classe, due à « l'énervement » provoqué par le long siège de Paris. D'autres y voient encore un mouvement démocratique, petit-bourgeois, non proprement prolétarien. Cependant, la géniale analyse de Karl Marx dans sa Guerre civile en France 1 montrant dans la Commune la révolution sociale de la classe ouvrière pour son émancipation, se révèle, à l'étude, pleinement confirmée par les faits, pour Paris comme pour la province.

Le mouvement communaliste a trouvé au Creusot des conditions favorables. La chute brutale de l'Etat napoléonien entraînant avec lui le pouvoir politique local de Eugène Schneider et de la Société laissa un vide dans la ville. Le parti républicain qui s'était formé au cours des dernières années de l'Empire apparut alors comme la seule force organisée capable de recevoir ce pouvoir, le parti adverse, « réactionnaire », s'étant trop compromis avec le régime déchu et avec E. Schneider et la Société. De plus, la guerre franco-allemande permit l'armement de la population et obligea les pouvoirs publics à soutenir, en partie et au début au moins, dans le cadre de la politique de « Défense nationale », le nouveau pouvoir populaire.

Les causes plus directes sont elles aussi propres au Creusot. La revendication de l'autonomie municipale, qui a joué un rôle si important à Paris et dans les grandes villes, n'a guère existé au Creusot, ou plutôt elle a revêtu une forme particulière. C'est à la direction de l'usine qu'il s'agissait, pour la petite bourgeoisie notamment, d'arracher la gestion municipale. L'opposition à la politique hypocrite

^{1.} Editions sociales, 1953.

du gouvernement dit de la « Défense nationale », puis à la politique ouvertement défaitiste et réactionnaire de l'Assemblée de Bordeaux et du gouvernement Thiers, de la part des ouvriers et de la petite bourgeoisie dans leur ensemble, a constitué la cause générale et principale. Cette opposition s'est développée graduellement à partir d'une confiance initiale vite déçue (plus vite qu'en 1848) jusqu'à l'éclatante rupture finale qu'a été la proclamation de la Commune. Dans tous les domaines les sentiments de la population creusotine étaient opposés à la politique officielle, bourgeoise et conservatrice, opportuniste et capitularde devant l'invasion allemande, alors que Le Creusot était résolument démocrate et patriote. L'exemple et l'influence, directe parfois, de Paris, de Lyon et des autres communes de province, a été la seconde cause importante.

La forme du mouvement a été déterminée surtout par la situation politique locale. Deux partis s'opposaient depuis la fin de l'Empire. Le parti « réactionnaire » était groupé derrière la direction de l'usine ; son chef Eugène Schneider, partisan convaincu de l'empire autoritaire, puis rallié tardivement au libéralisme mitigé de la seconde partie du règne de Napoléon III, est en exil; Henri Schneider, son fils, resté à la tête de l'usine, se tient dans une prudente réserve apparente; ce sont les employés et les cadres de l'usine qui agissent, suivis par la moyenne bourgeoisie, très réduite au Creusot, et par une fraction de la petite. Le parti républicain a pour lui la masse des ouvriers et de la petite bourgeoisie (commerçants, artisans...), mais se divise en trois tendances : les démocrates-socialistes, groupés derrière la forte personnalité de J.-B. Dumay, dominent et dirigent, mais ils sont tiraillés à gauche et à droite; à gauche par des extrémistes anarchisants, fort brouillons et exaltés, parmi lesquels l'usine a sans doute glissé sans peine des mouchards et agents provocateurs 1; à droite par des

radicaux comme Félix Martin (futur sénateur) ou des républicains modérés, qui veulent une république petite-bourgeoise, un programme politique avancé mais sans revendications sociales, et qui tendent à ménager l'usine. L'originalité de la situation au Creusot est, d'une part, la nette prépondérance des socialistes dans le parti républicain, alors que dans la plupart des villes de province ce sont les radicaux ou même, comme à Lyon à certains moments, les anarchisants qui dominent; c'est d'autre part l'absence d'un tiers-parti opportuniste, dans la ligne des chefs du gouvernement comme Jules Favre ou Ernest Picard, en raison de l'absence d'une moyenne bourgeoisie suffisante. Les contrastes sociaux sont particulièrement tranchés au Creusot, et par conséquent les positions politiques y sont plus

simples et plus brutales qu'ailleurs.

Les objectifs du mouvement portent la marque de la division de ses promoteurs et des limites de leur idéologie. Les revendications sociales ne sont pas complètement absentes : Dumay a proposé un crédit pour le pain en faveur des ouvriers, fait ouvrir un « atelier de charité » pour occuper les chômeurs, demandé même la nationalisation de l'usine. Ces revendications ont surtout été formulées par les extrémistes qui demandaient, par exemple, le partage des grandes propriétés, mais Dumay et les socialistes ne les prennent pas toutes à leur compte ou tout au moins ne les mettent pas en avant. Ils insistent au contraire sur les revendications politiques : liberté de parole, de presse, de réunion, suffrage universel, gestion des affaires publiques par le peuple, etc... et sur les revendications patriotiques. Ces idées sont résumées par les mots d'ordre de « République » et de « Défense nationale ». Mais cela ne veut pas dire que Dumay et ses amis sont en fait des radicaux, que le socialisme n'existe pas au Creusot en 1871. Il faut examiner de plus près les notions de « République » et de « Défense nationale »; pour E. Schneider elles signifient danger de perte de son influence sur l'Etat, porte ouverte à la révolution sociale;

^{1.} Témoignages formels de Dumay : Mémoires et du sous-préfet A. Marais : Rapports du 5 et 7 avril 1871 (Archives départementales)

pour les ouvriers elles signifient pouvoir au peuple — c'est-à-dire essentiellement aux ouvriers et à la petite bourgeoisie — libertés politiques et réformes économiques et sociales (durée du travail, impôts...) et finalement, en perspective, la possibilité de la lutte décisive pour l'émancipation sociale. La lutte pour la République, souvent précisée comme « démocratique et sociale » d'ailleurs, était la forme d'une revendication sociale quant au fond. Dans les limites de l'idéologie, de l'organisation et des possibilités d'action de la classe ouvrière de l'époque, le mouvement communaliste au Creusot a bien été un mouvement socialiste.

Son échec, enfin, n'a pas de causes mystérieuses ou dues au hasard. Des causes externes ont joué : défaite du mouvement lyonnais, coupure avec Paris, retard des campagnes et autres villes de la région par rapport au Creusot, présence des troupes allemandes à proximité qui joue un rôle de frein bien exploité par les autorités bourgeoises (voir la proclamation du préfet le 26 mars, page 69) et qui empêche seule le couloir Saône-Rhône de « sauter comme un baril de poudre » 1. Des causes internes, d'autre part, ont facilité la désagrégation du mouvement : manque de maturité politique de la classe ouvrière, insuffisance de la formation idéologique des chefs (des jeunes d'ailleurs : l'âge moyen des accusés pour l'affaire du Creusot aux Assises est de trente-trois ans), réticences de la petite bourgeoisie vite satisfaite ou apeurée, outrances et imprudences des anarchistes, d'où la désunion et l'inaction de la masse, et les hésitations des chefs au moment décisif. Mais ce sont là des causes superficielles; l'essentiell est le rapport des forces entre les classes en présence ; or ce rapport était devenu progressivement défavorable aux démocrates de

septembre 1870 à mars 1871, la bourgeoisie contrôlant fermement le pouvoir national et départemental et la Société Schneider ayant vite retrouvé, en plus de ses énormes moyens d'action propres, au Creusot même, l'appui total de l'appareil d'Etat : armée, police, administration, justice 1...

Comme ceux de Paris, les prolétaires du Creusot sont montés en 1871 « à l'assaut du ciel ». La tentative dépassait leurs forces, mais le coup porté au pouvoir de la bourgeoisie schneiderienne ne devait pas rester sans lendemain.

^{1.} Jules Guesde: « Le 18 mars en province », in Die Zukunft, 1877; repris dans La Commune de 1871, pages 32 à 44. Bureau d'Edition, Paris, 1936.

^{1.} Il ne faut pas oublier les causes plus générales de l'échec des mouvements communalistes en France, qui ont agi au Creusot comme ailleurs, mais que nous ne pouvons développer ici (état du capitalisme français, absence de parti ouvrier, etc...). Voir les études marxistes sur la Commune.

BILAN

Quel est le bilan d'un an et demi de révolte au Creusot? Certes, en fin de compte, la défaite. A la fin de l'année 1871 l'ordre social, politique, moral, règne au Creusot comme avant janvier 1870. La machine à profits a repris son fonctionnement régulier, la volonté de M. Schneider a de nouveau force de loi.

Mais ces ouvriers n'ont pas fait pour rien deux grandes grèves, une insurrection contre le pouvoir d'Etat bourgeois, l'expérience du gouvernement « par le peuple et pour le peuple ». L'ordre est peut-être le même en apparence. Les hommes ont changé. Les prolétaires se sont donné des chefs, des organisations, un idéal, tout cela encore très insuffisant, bien sûr, mais combien prometteur ! Les chefs sont exilés, les organisations dissoutes, l'idéal socialiste lointain, mais reste l'expérience acquise, et l'espoir plus certain qu'avant. Après 1848, le mouvement ouvrier au Creusot a franchi en 1870-71 une nouvelle étape vers sa maturité. La conscience de classe des ouvriers s'est considérablement éclaircie. Le prochain combat se fera avec des combattants mieux armés : la pratique de la lutte des classes s'acquiert autant par les défaites que par les victoires. C'est pour la cause même des Communards de 1871 que se lèveront les grévistes de 1900 : pour le socialisme, « espoir de l'avenir d'égalité », salué pour la première fois par les révoltés de 1870.

SOURCES (INDICATIONS SUCCINCTES)

Jean-Baptiste Dumay:

Mêmoires (Inédit. Archives privées.)

Correspondance (Idem.)

JOURNAUX NATIONAUX:

La Marseillaise.

Le Parlement.

La Gazette des tribunaux.

JOURNAUX DÉPARTEMENTAUX :

Le Journal de Saône-et-Loire (Mâcon).

L'Alliance républicaine (Mâcon), 1871.

Le Morvan (Autun), 1871.

Le National de Saône-et-Loire (Autun), 1848-52.

Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars 1871 (rapports officiels).

- Troisième Procès de l'Internationale. In 8°, 240 p. Paris, Le Chevalier, 1870 (plaidoirie pour Assi).
- A. Habaru: Le Creusot, terre féodale. In 8°, 239 p. Editions de l'Eglantine, Paris-Bruxelles, 1934 (rapide, et sans indications de sources, ouvrage militant, de tendance socialiste, c'est le seul travail d'ensemble de ce point de vue sur le Creusot).
- J.-A. Roy: Histoire de la famille Schneider et du Creusor de 1836 à 1942. Thèse de droit. Paris, 1954. 188 p. dactylographiées (favorable à la famille Schneider).
- O. Testut: L'Internationale et le jacobinisme au ban de l'Europe, t. II, 447 p. Paris, Lachaud, 1872 (lié aux

milieux judiciaires et gouvernementaux, l'auteur a eu en main les dossiers de police et de justice sur les événements du Creusot, et cite de nombreuses pièces, tout en accusant les chefs de l'Internationale de tous les méfaits).

ARCHIVES NATIONALES:

Surtout Série F¹ C III S.-et-L. dossiers 5, 8, 11 et 13 sur la grève de 1870.

Série BB²⁴, 381-384 (grève du Creusot, 1850), 723 (grève de 1870) 803 à 828 (dossier de grâce pour 1871).

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES :

(Il n'en existe pas de répertoire. Un important dépôt de l'arrondissement d'Autun n'est pas encore classé ni accessible). Série M: Police Générale, et classement spécial. Dossiers sur les élections. Mercuriales.

ARCHIVES MUNICIPALES:

Registres des délibérations du Conseil municipal. Listes électorales (elles ont souffert du bombardement de 1942).

TABLE DES MATIERES

I. — Le Creusot avant 1870	7
II. — Les grandes grèves de janvier et mars 1870 La grève des métallurgistes	18 18 24
III. — La fin de l'Empire et l'installation de la Répu-	
blique au Creusot (mai 1870-février 1871)	37
La campagne du plébiscite La guerre et la chute de l'Empire La République et la Défense nationale au Creusot Les difficultés de l'hiver 1870-1871	37 39 41 46
IV. — La Commune au Creusot (26 mars 1871)	57
Les préparatifs	57 65
L'échec du mouvement et le rétablissement de l' « ordre » (27 mars-novembre 1871)	71 78
Bilan	84
Sources	85